

SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL EN ACTION COMMUNAUTAIRE

ÉTAT DE SITUATION 2021-2022

Ce document est produit par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Coordination :

Joëlle Bernard

Directrice du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

Recherche et rédaction :

Stéphanie Bois

Conseillère en action communautaire

Gérard Thibault

Technicien en administration

Ce document peut être consulté sur le site Web du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023

ISBN : 978-2-550-95111-7 (PDF)

© Gouvernement du Québec

MOT DE LA MINISTRE



L'action communautaire joue un rôle essentiel au sein de nos collectivités. Chaque année, au Québec, des milliers d'organismes agissent concrètement dans une multitude de domaines. Ils luttent contre la pauvreté, la toxicomanie, la violence conjugale. Ils soutiennent les familles. Ils favorisent l'accès au logement, à la culture, aux loisirs et aux sports. Ils contribuent à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes; et ce ne sont que quelques exemples des différentes missions que les organismes communautaires se donnent.

En rejoignant les personnes en situation de vulnérabilité et en leur offrant des services adaptés à leurs besoins et à leurs réalités, les organismes communautaires transforment le Québec en une société plus équitable, plus inclusive et plus solidaire.

La 20^e édition de l'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2021-2022 démontre que le gouvernement reconnaît l'apport social et économique de milliers d'organismes communautaires enracinés sur son territoire.

En 2021-2022, près de 1,7 milliard de dollars ont été versés à 5 342 organismes œuvrant en action communautaire, et ce, par l'entremise de 15 ministères et 10 organismes gouvernementaux. Cette aide financière apportée aux organismes a constitué un levier important, qui leur a permis d'accomplir leur mission.

Je tiens à lever mon chapeau au personnel dévoué, aux bénévoles ainsi qu'aux administratrices et administrateurs de ces organismes, qui travaillent sans relâche pour le bien-être des Québécoises et des Québécois. Je vous remercie de votre mobilisation pour améliorer notre qualité de vie. Soyez assurés que notre gouvernement poursuivra son engagement à vous soutenir pour faire front commun dans la lutte que nous menons ensemble contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Chantal Rouleau

Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

REMERCIEMENTS

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales tient à remercier toutes les personnes qui, dans chacun des ministères et organismes gouvernementaux, ont alimenté tout au long de l'année le Portail partenaires de l'intervention gouvernementale auprès des organismes communautaires et qui ont ainsi permis la réalisation de *l'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire*. Pour cette édition, nous tenons à remercier plus particulièrement pour leur précieuse collaboration les personnes suivantes, exerçant leurs fonctions au ministère ou à l'organisme gouvernemental indiqué (selon la dénomination qu'il portait en 2021-2022) :

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

M^{me} Nicole Rozon*

Conseil des arts et des lettres du Québec

M^{me} Kate Girouard

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

M^{me} Mélanie Cantin* | M^{me} Andréa Fréchette

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

M. Roger Dupuis*

Office de la protection du consommateur

M^{me} Marie-Hélène Talleyrand | M. Charles Tanguay*

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

M^{me} Marie-Pierre Chouinard* | M^{me} Jolianne Lequin

M^{me} Claire Savard

Office des personnes handicapées du Québec

M^{me} Guylaine Pépin*

Secrétariat aux aînés

M^{me} Sonya Dionne | M. Francis Dubois*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M^{me} Rose-Hélène Chartrand | M. Alexandre Huard*

M^{me} Laurence Pelletier-Simard | L'équipe en charge de la Prévention de la criminalité de la Direction des programmes

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION

Développement économique

M. Mauricio Vasquez-Gérin

Innovation

M. Jean-Paul Aliyamutu*

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Éducation

M. Jérôme Bouchard* | M^{me} Josée Robert | M^{me} Karine Vaillancourt

Loisir et sport

M. François Boisvert | M^{me} Marie-Christine Thibault*

Secrétariat à la condition féminine

M^{me} Mélanie Côté | M^{me} Érika Gelly | M^{me} Émilie Presseau*

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION

M^{me} Fatoumata Bah | M. Nabil Lamlili | M^{me} Halima Mostefaoui*

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION

M^{me} Li-Anne Fortin-Guay*

Secrétariat à la région métropolitaine

M. Alex Bilodeau* | M^{me} Christine St-Gelais

Société d'habitation du Québec

M. Martin Vézina

MINISTÈRE DES FÔRETS, DE LA FAUNE ET DES PARCS

M^{me} Marilou Durand | M^{me} Annie Létourneau*

MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE

M^{me} Marie-Josée Blais* | M^{me} France Villeneuve

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Société de l'assurance automobile du Québec

M^{me} Patricia Fortin* | M^{me} Amélie Girard

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Secrétariat à la jeunesse

M. Nicolas Cherqui | M. Guy-Aume Descôteaux

M. Alexandre Gagné*

Secrétariat aux affaires autochtones

M. Dale Gilbert*

Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

M^{me} Lynn Hammell* | M^{me} Sarah Laforest

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

M^{me} Gabrielle Langlois*

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

M^{me} Julie Blanchard St-Jacques

Mme Nathalie Deschênes

Direction des communications publiques et stratégiques

Direction générale des communications

Emploi

M^{me} Brigitte Moreau*

Solidarité sociale

M^{me} Véronique Garon

Action communautaire

M. Jean Andriambololona* | M. Nicolas Breton | M. Martin Chiasson

M. Guillaume Laforce | M^{me} Julie Martineau

*Membres du Comité interministériel de l'action communautaire au cours de l'année 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA MINISTRE

REMERCIEMENTS

RÉSUMÉ SYNTHÈSE

INTRODUCTION.....	8
Programmes retirés du rapport et ceux qui y ont été ajoutés en 2021-2022, avec les montants associés, par ministère ou organisme gouvernemental	9
Comparatif entre le soutien financier gouvernemental 2020-2021 et celui de 2021-2022, par ministère et organisme gouvernemental.....	11
Notes au comparatif	13
1. SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL VERSÉ EN 2021-2022.....	15
Soutien financier gouvernemental versé en 2021-2022, ventilé par programme ou par mesure, selon le mode de soutien financier	16
1.1 Soutien financier gouvernemental 2021-2022, selon le mode de soutien financier (graphique)	17
1.2 Liste des programmes ou des mesures ne s'adressant pas uniquement à des organismes communautaires et ayant soutenu des organismes communautaires en 2021-2022	18
1.3 Soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2021-2022 ainsi que le nombre d'organismes communautaires soutenus par ministère et organisme gouvernemental, par programme, selon le mode de soutien	24
1.4 Soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2020-2021 ainsi que le nombre d'organismes communautaires soutenus par ministère et organisme gouvernemental, par programme, selon le mode de soutien	30
2. MISSION GLOBALE : MOYENNE ET MÉDIANE.....	37
2.1 Soutien financier versé (moyenne et médiane) en appui à la mission globale d'un organisme communautaire, par ministère et organisme gouvernemental en 2020-2021 et 2021-2022.....	38

3. RÉPARTITION RÉGIONALE DU SOUTIEN FINANCIER	39
Répartition régionale du soutien financier	40
3.1 Soutien financier gouvernemental 2021-2022, répartition régionale (histogramme).....	41
3.2 Sigles utilisés dans les tableaux de ventilation par région	42
3.3 Liste des régions administratives	43
3.4 Répartition régionale du nombre d'organismes et du soutien financier gouvernemental 2021-2022.....	44
3.5 Répartition régionale du nombre d'organismes et du soutien financier gouvernemental 2020-2021.....	47
4. ÉVOLUTION DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL DE 2000-2001 À 2021-2022 (GRAPHIQUE).....	51
5. ÉVOLUTION DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL EN APPUI À LA MISSION GLOBALE DE 2000-2001 À 2021-2022 (GRAPHIQUE)	53
6. DÉFINITION DE « SERVICE ALTERNATIF » ET DE « SERVICE COMPLÉMENTAIRE »	55

RÉSUMÉ SYNTHÈSE

L'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2021-2022 permet d'illustrer la poursuite de l'engagement du gouvernement à la suite de l'adoption de la politique gouvernementale intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, en 2001, et de rendre transparente son appui aux organismes d'action communautaire. Il s'agit d'un document rendant compte de la contribution de l'État au secteur spécifique de l'action communautaire.

Cette édition est le fruit de la collaboration de plus de 58 personnes issues de 25 ministères et organismes gouvernementaux. Elle illustre de façon tangible l'importance de la concertation et de l'adhésion à la mise en œuvre de la politique gouvernementale.

Rappelons que la définition d'« organisme d'action communautaire » retenue est établie selon le Cadre de référence en matière d'action communautaire. Ce document ne fournit donc pas de données sur le soutien accordé aux autres types d'organismes (par exemple, des coopératives, des garderies, etc.).

De plus, certaines sommes qui pourraient être versées à des organismes d'action communautaire dans le cadre d'ententes administratives entre l'État québécois et des municipalités ou des municipalités régionales de comté, ou encore des fondations privées ou publiques ne sont pas prises en compte.

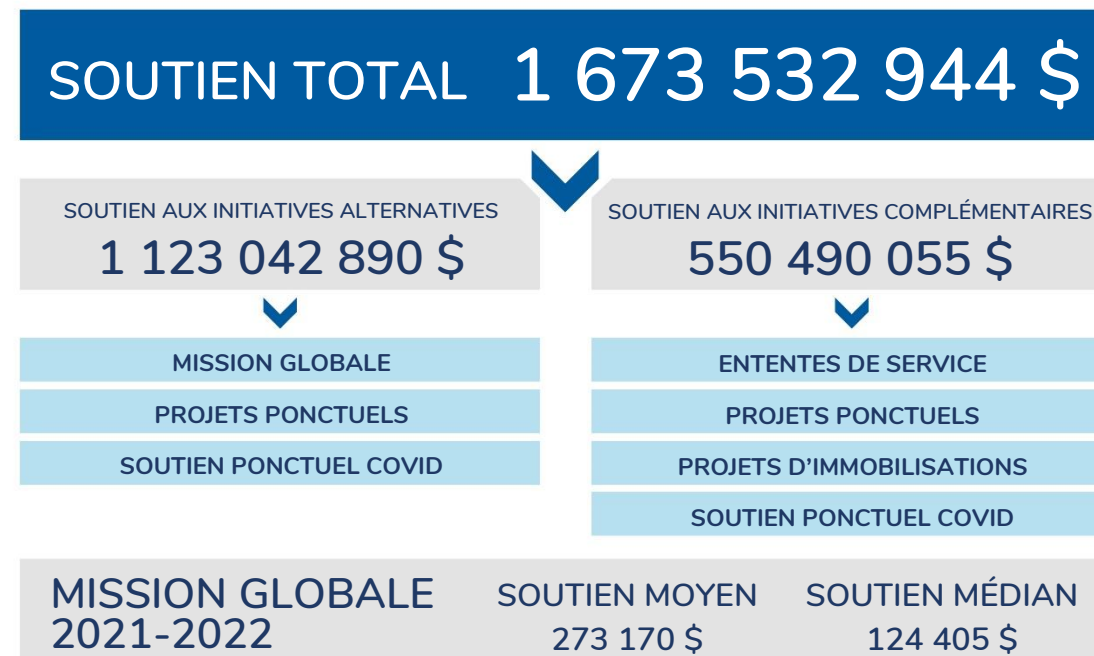
Le soutien financier global d'une année est comparé à celui de l'année précédente afin que les variations ressortent mieux, et ce, pour chacune des 28 missions gouvernementales répertoriées dans le présent rapport.

Dans cette édition, le soutien financier est présenté selon trois grands modes, soit le soutien financier en appui à la mission globale d'un organisme communautaire, le soutien en ententes de service et le soutien à des projets ponctuels, dans lequel s'inscrit aussi le soutien aux immobilisations. De plus, en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19, il y a eu l'ajout de soutien ponctuel COVID. Dans le présent document, ce soutien peut être identifié comme de la mission globale – COVID-19, ententes de service COVID-19 ou des projets – COVID-19. Il faut noter qu'un programme peut offrir du soutien financier dans plus d'un mode.

La présentation du soutien financier indique aussi les initiatives issues de la communauté (soutien alternatif aux actions gouvernementales) et les initiatives gouvernementales auprès d'organismes (soutien complémentaire à son offre de services [voir la définition à la section 6, p. 59]).

Ainsi, le soutien en appui à la mission globale d'un organisme est considéré comme un soutien alternatif de l'offre de services du gouvernement à une communauté. Le soutien en ententes de service est, quant à lui, considéré comme un apport complémentaire à son offre de services. Enfin, les programmes de soutien aux projets ponctuels sont séparés en soutien complémentaire ou alternatif à l'action gouvernementale selon l'origine de l'initiative.

RÉSUMÉ EN CHIFFRES¹



1. Dans quelques cas, on note une différence de 1 \$ ou 2 \$ entre le total des sommes versées. Cela provient d'une différence dans les modalités d'arrondissement des sommes.

Les programmes et les mesures inscrits soutiennent des organismes d'action communautaire. Cependant, certains ne soutiennent pas uniquement ces organismes. Bien que ces sommes ne soient pas prises en compte, les autres types d'organismes qui en bénéficient sont précisés dans une des sections.

Le nombre de programmes ou de mesures varie, chaque année, en fonction de plusieurs facteurs, par exemple, la création de nouveaux programmes, la fermeture, la fusion ou la subdivision de programmes ou encore le retrait du programme de l'État de situation en raison de l'absence de soutien à des organismes d'action communautaire cette année-là. Enfin, dans certains cas, des programmes ou mesures ont été renouvelés sous un nouveau nom.

Le tableau qui suit l'introduction (p. 9) présente, par ministère ou organisme gouvernemental, la liste des mesures ou des programmes qui ont été ajoutés ou retirés en 2021-2022 et les montants associés.

Le cœur de l'État de situation

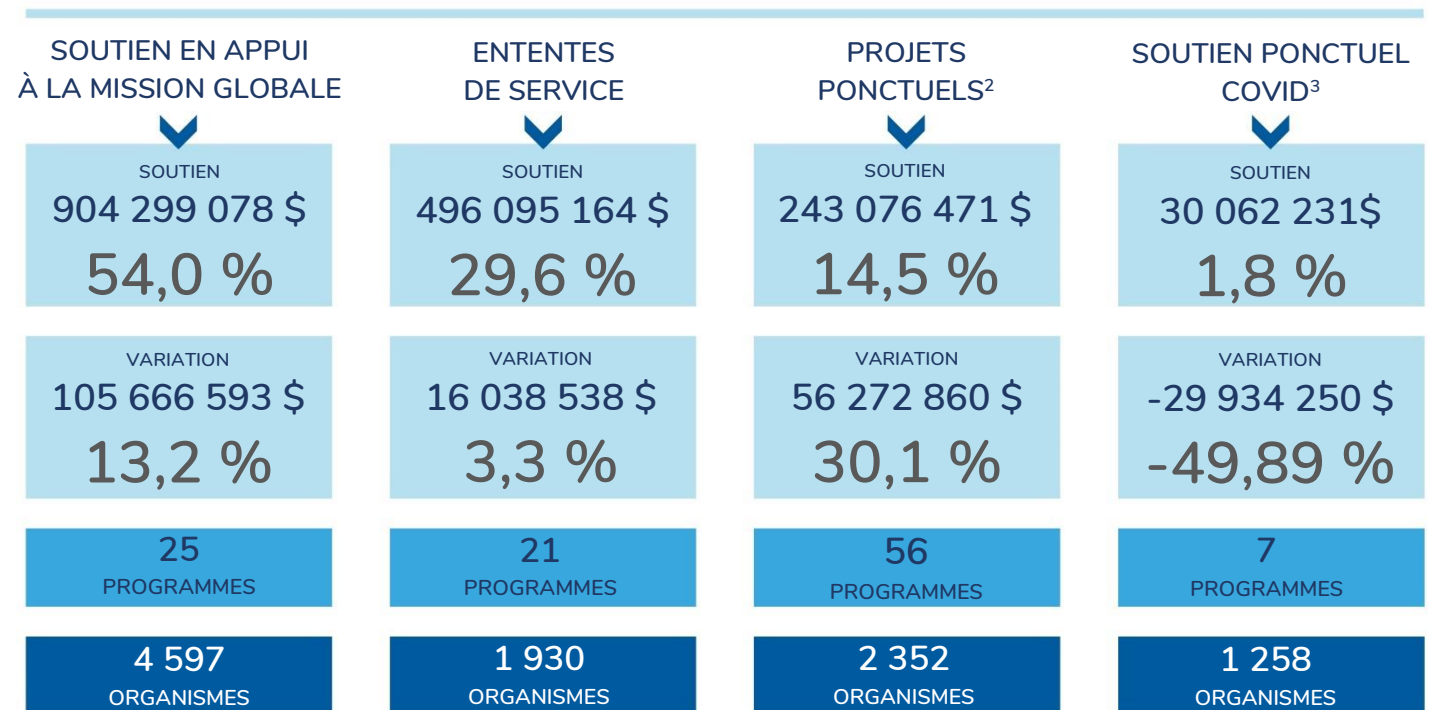
Le tableau de la section 1.3 présente le soutien financier par ministère ou organisme gouvernemental, détaillant tous les programmes qui touchent les organismes d'action communautaire en précisant combien d'entre eux sont soutenus et selon quel mode. Certaines explications des écarts par rapport aux données de 2020-2021 sont ajoutées lorsque le ministère ou l'organisme gouvernemental le juge nécessaire ou lorsque l'écart est supérieur ou inférieur à 10 %. Les données de l'année précédente sont inscrites à la section suivante pour permettre une comparaison détaillée.

Un engagement important découlant de l'adoption de la politique gouvernementale intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, en 2001, est la prépondérance, pour le gouvernement, du soutien en appui à la mission globale des organismes d'action communautaire. Une comparaison sur deux ans est présentée pour ce mode de soutien, avec la moyenne et la médiane, et ce, pour chaque mission ministérielle qui l'utilise.

Une section est aussi consacrée à la présentation des données par région administrative. Celles-ci sont présentées par ministère ou organisme gouvernemental, tous modes de soutien financier confondus, et, ici encore, avec un comparatif avec l'année précédente. Pour alléger le document, l'annexe *Répartition régionale*

du soutien financier gouvernemental en action communautaire regroupe les tableaux régionaux de 2012-2013 à ce jour. Cette annexe peut être consultée à partir de la section [Publications](#), sur le site Web du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Finalement, l'évolution du soutien financier est illustrée sous forme graphique à la fin du document, autant en ce qui concerne le mode soutien à la mission que tous modes de soutien financier confondus, et ce, pour la période allant de 2000 à 2022.



2. Les projets ponctuels comprennent les projets ponctuels alternatifs et complémentaires, ainsi que les projets liés aux immobilisations.

3. Le soutien ponctuel COVID comprend la mission globale relative à la COVID-19 ainsi que les ententes de service et les projets liés à la COVID-19.

INTRODUCTION

Nous sommes heureux de vous présenter cette édition de *l'État de situation du soutien financier gouvernemental en action communautaire 2021-2022*.

Ce document présente une dimension importante des engagements de la politique gouvernementale intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, adoptée en 2001, soit de rendre transparente la contribution du gouvernement aux organismes d'action communautaire à l'ensemble des citoyennes et citoyens.

Cette édition illustre les efforts consentis par le gouvernement du Québec en matière de soutien financier aux organismes d'action communautaire pour l'année financière couvrant la période allant du **1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022**. Tout événement antérieur ou postérieur n'y est pas pris en compte. Nous tenons aussi à préciser que ce document présente les ministères et organismes gouvernementaux selon leur dénomination au cours de cette période.

Toutefois, afin de permettre une appréciation des investissements gouvernementaux aux organismes d'action communautaire de chacune des régions, il faut se référer à l'annexe de cette édition, qui présente la répartition régionale en commençant par l'année 2012-2013.

Toutes les informations sur les données financières présentées dans ce document, compilées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), relèvent de la responsabilité de chacun des ministères et organismes gouvernementaux qui soutiennent des organismes d'action communautaire.

Par ailleurs, afin de permettre l'accès à une information plus détaillée, le MESS rend consultable sur son site Web le *Portrait du soutien financier gouvernemental versé aux organismes communautaires* pour la dernière année financière. Cet outil permet de connaître le détail du soutien financier accordé à un organisme d'action communautaire par l'un des ministères et organismes gouvernementaux ainsi que la mission ministérielle à laquelle il est rattaché en appui à sa mission globale, s'il y a lieu. Voir ce portrait sur le site Web du MESS à l'adresse suivante :

<http://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/soutien-financier/action-communautaire/portrait-du-soutien-financier.asp>.

Enfin, la description de chacune des missions des ministères et des organismes gouvernementaux est accessible sur leur site Web respectif.

Cette édition prend en compte uniquement le soutien financier d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental qui est versé directement à un organisme d'action communautaire.

D'une part, elle ne recense pas les données sur les contributions financières qui pourraient être versées à des organismes d'action communautaire dans le cadre d'ententes de partenariat État québécois et municipalités ou État québécois et communautés autochtones, ou encore État québécois et fondations. Bien que, dans plusieurs cas, il s'agisse d'activités réalisées par des organismes de la communauté, leur statut d'organisme communautaire ne peut pas alors être établi selon le Cadre de référence en matière d'action communautaire.

À titre indicatif, quoique ces exemples ne soient pas considérés dans le présent portrait, notons les investissements suivants :

- Celui du Fonds québécois d'initiatives sociales pour la poursuite des Alliances pour la solidarité (pour Montréal, 10 M\$; pour le reste du Québec, 20,6 M\$);
- Celui du Fonds régions et ruralité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation dont les crédits s'élèvent à 267,5 M\$ pour l'année 2021-2022. Le fonds se répartit selon les volets suivants :

- Volet 1 – Soutien au rayonnement des régions (50 M\$)
- Volet 2 – Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC (150 M\$)
- Volet 3 – Projets « Signature innovation » des MRC (25 M\$)
- Volet 4 – Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale (42,5 M\$)

L'axe Vitalisation (27,5 M\$)

L'axe Coopération intermunicipale (15 M\$)

- Celui du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (17 M\$ en 2021-2022) et celui du Fonds de la région de la Capitale-Nationale (25 M\$ pour la période 2021-2022).

D'autre part, il est important de noter que le soutien financier accordé aux activités ou organismes suivants n'est pas pris en compte, puisqu'ils ne sont pas considérés comme des organismes d'action communautaire :

- Entreprises d'économie sociale ne se qualifiant pas comme organismes communautaires au sens de la Politique gouvernementale (centres de la petite enfance [CPE], ressourceries, entreprises de services à domicile, mutuelles, etc.);
- Fondations qui ont pour seule mission de recueillir et redistribuer des fonds;
- Municipalités;
- Organismes à vocation religieuse, professionnelle, syndicale ou politique;
- Subventions salariales destinées à des individus et qui transitent par des organismes d'action communautaire;
- Unités régionales de loisir et de sport.

**PROGRAMMES RETIRÉS DU RAPPORT ET CEUX QUI ONT ÉTÉ AJOUTÉS EN 2021-2022, AVEC LES MONTANTS ASSOCIÉS,
PAR MINISTÈRE OU ORGANISME GOUVERNEMENTAL**

Ministère ou organisme gouvernemental	Mesures ou programmes ¹	Commentaires	Total	MONTANTS					
				Mission globale	Entente de service	Entente COVID-19	Projet ponctuel	Projet COVID-19	Immobilisation
Retraits à compter du 1 ^{er} avril 2021				Montants inscrits en 2020-2021					
Ministère de la Culture et des Communications	Soutien au rayonnement numérique	Le programme n'a été ouvert que pendant la période 2020-2021 et, pour l'instant, il n'est pas prévu de le reconduire.	521 075 \$				521 075 \$		
Ministère de la Justice	Programme de financement des ressources communautaires des travaux compensatoires	Un nouveau mode de tarification a été proposé aux organismes pour l'exercice 2021-2022 et le volet coordination du programme a été retiré.	45 595 \$	45 595 \$					
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Plan de soutien aux organismes de coopération internationale	Mesure exceptionnelle et non récurrente mise en place en 2020-2021 pour soutenir les organismes de coopération internationale dans le contexte de la pandémie de COVID-19.	3 521 745 \$					3 521 745 \$	
	Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale	Ce programme a pris fin en 2020-2021.	17 910 \$	17 910 \$					
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)	Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires Volet initiatives sociales	Ce volet n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	57 609 \$				57 609 \$		
Total des retraits			4 163 934 \$	63 505 \$	- \$	- \$	578 684 \$	3 521 745 \$	- \$

1. Certains programmes toujours actifs sont retirés de l'*État de situation* parce qu'ils n'ont pas soutenu d'organismes communautaires dans l'année visée. De même, il y a certains programmes qui, sans être nouveaux, ont été ajoutés à l'*État de situation* parce qu'ils ont, de nouveau, soutenu des organismes communautaires dans l'année visée.

Ministère ou organisme gouvernemental	Mesures ou programmes ¹	Commentaires	Total	MONTANTS					
				Mission globale	Entente de service	Entente COVID-19	Projet ponctuel	Projet COVID-19	Immobilisation
Ajouts à compter du 1 ^{er} avril 2021				Montants inscrits en 2021-2022					
Ministère de la Culture et des Communications	Appel de projets Culture et inclusion	Ce volet n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	400 630 \$				400 630 \$		
	Appel de projets Mesure ponctuelle d'aide aux médias communautaires	Ce volet n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	359 696 \$				359 696 \$		
Ministère de la Famille	Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité	Ce programme n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	978 579 \$				978 579 \$		
	Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans	En 2020-2021, les données n'ont pas été saisies au Portail partenaires de l'intervention gouvernementale auprès des organismes communautaires.	1 010 724 \$				1 010 724 \$		
	Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail	Ce programme n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	194 801 \$				194 801 \$		
	Programme de soutien financier à la bonification de l'offre d'activités de halte-garderie communautaires en contexte de pandémie de la COVID-19	Nouveau programme	2 638 947 \$			2 638 947 \$			
Ministère de la Justice	Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones	Nouveau programme	155 500 \$		155 500 \$				
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Autres soutiens aux organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux : - Santé publique	Ce sous-programme a été ajouté afin de mieux distinguer le financement octroyé en santé publique.	35 622 266 \$				35 622 266 \$		
	Autres soutiens aux organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux : - Soutien d'urgence Covid-19	Ce sous-programme a été ajouté afin de mieux distinguer le financement octroyé en soutien d'urgence COVID.	12 838 712 \$					12 838 712 \$	
	Autres soutiens aux organismes communautaires œuvrant en santé et services sociaux: - Autres financements	Autrefois un programme, ce sous-programme découle de l'ajout des sous-programmes « Santé publique » et « Soutien d'urgence COVID-19 ».	58 433 322 \$				58 433 322 \$		
Ministère de la Sécurité publique	Financement supplémentaire en prévention de la criminalité	Anciennement inclus dans le <i>Financement supplémentaire COVID-19</i> .	1 000 000 \$				75 000 \$	925 000 \$	
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Programme de restauration et de création de milieux humides et hydriques	Ce programme n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	63 640 \$				63 640 \$		
	Soutien financier aux organismes de bassin	Ce programme n'a pas été utilisé en 2020-2021 pour un organisme communautaire.	15 000 000 \$	15 000 000 \$					
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	Nouveau Québec sans frontières	Ce nouveau programme, lancé en mai 2021, remplace le programme Québec sans frontières, le Programme québécois de développement international et le programme d'éducation à la citoyenneté mondiale.	5 112 481 \$	3 978 263 \$			1 134 218 \$		
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)	Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi	Nouveau programme	30 236 710 \$	21 066 326 \$	9 170 384 \$				
Total des ajouts			164 046 008 \$	40 044 589 \$	9 325 884 \$	2 638 947 \$	98 272 876 \$	13 763 712 \$	- \$

1. Certains programmes toujours actifs sont retirés de l'*État de situation* parce qu'ils n'ont pas soutenu d'organismes communautaires dans l'année visée. De même, il y a certains programmes qui, sans être nouveaux, ont été ajoutés à l'*État de situation* parce qu'ils ont, de nouveau, soutenu des organismes communautaires dans l'année visée.

**COMPARATIF ENTRE LE SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2020-2021 ET CELUI DE 2021-2022,
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL**

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	Total 2021-2022	Variation entre 2020-2021 et 2021-2022	Pourcentage de variation	Transferts ¹ d'organismes 2021-2022
Ministère de la Culture et des Communications ²	8 380 784 \$	13 438 236 \$	5 057 452 \$	60,3%	
• Conseil des arts et des lettres du Québec	41 910 \$	41 910 \$	- \$	0,0%	
Ministère de la Famille (Famille)	48 755 323 \$	49 639 697 \$	884 374 \$	1,8%	
Ministère de la Justice ³	46 160 482 \$	54 592 762 \$	8 432 280 \$	18,3%	
• Office de la protection du consommateur	532 952 \$	562 380 \$	29 428 \$	5,5%	
Ministère de la Santé et des Services sociaux	842 639 940 \$	926 429 126 \$	83 789 186 \$	9,9%	
• Secrétariat aux aînés	16 581 606 \$	17 933 102 \$	1 351 496 \$	8,2%	
• Office des personnes handicapées du Québec	554 164 \$	554 134 \$	(30) \$	0,0%	
Ministère de la Sécurité publique	35 284 011 \$	37 432 354 \$	2 148 343 \$	6,1%	
Ministère de l'Économie et de l'Innovation					
• Développement économique	3 337 000 \$	3 513 750 \$	176 750 \$	5,3%	
• Innovation ⁴	2 537 325 \$	3 186 794 \$	649 469 \$	25,6%	
Ministère de l'Éducation					
• Éducation ⁵	30 918 385 \$	37 623 385 \$	6 705 000 \$	21,7%	
• Loisir et sport ⁶	60 955 973 \$	40 305 045 \$	(20 650 928) \$	-33,9%	
• Secrétariat à la condition féminine ⁷	8 233 166 \$	10 610 045 \$	2 376 879 \$	28,9%	
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration ⁸	54 045 470 \$	63 198 013 \$	9 152 543 \$	16,9%	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation					
• Régions ⁹	548 646 \$	1 939 414 \$	1 390 768 \$	253,5%	
• Secrétariat à la région métropolitaine ¹⁰	1 160 500 \$	847 104 \$	(313 396) \$	-27,0%	
• Société d'habitation du Québec ¹¹	5 250 000 \$	6 570 000 \$	1 320 000 \$	25,1%	

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	Total 2021-2022	Variation entre 2020-2021 et 2021-2022	Pourcentage de variation	Transferts ¹ d'organismes 2021-2022
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune) ¹²	159 202 \$	272 632 \$	113 430 \$	71,2%	
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie ¹³	6 759 697 \$	8 077 891 \$	1 318 194 \$	19,5%	
Ministère des Transports					
• Société de l'assurance automobile du Québec	5 255 720 \$	5 436 618 \$	180 898 \$	3,4%	
Ministère du Conseil exécutif					
• Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise ¹⁴	4 537 045 \$	6 633 344 \$	2 096 299 \$	46,2%	
• Secrétariat à la jeunesse ¹⁵	31 222 551 \$	30 905 811 \$	(316 740) \$	-1,0%	
• Secrétariat aux affaires autochtones ¹⁶	12 748 628 \$	6 692 628 \$	(6 056 000) \$	-47,5%	
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ¹⁷	15 034 592 \$	31 654 670 \$	16 620 078 \$	110,5%	
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale					
• Action communautaire ¹⁸	42 445 172 \$	73 633 333 \$	31 188 161 \$	73,5%	
• Emploi	237 879 425 \$	238 659 476 \$	780 051 \$	0,3%	
• Solidarité sociale ¹⁹	3 529 534 \$	3 149 290 \$	(380 245) \$	-10,8%	
Total	1 525 489 202 \$	1 673 532 944 \$	148 043 741 \$	9,7%	- \$

NOTES AU COMPARATIF

1. Habituellement, chaque année, un certain nombre de transferts du soutien à la mission globale des organismes communautaires et des crédits afférents sont effectués d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental à un autre. Pour l'année 2021-2022, aucun organisme n'a fait l'objet d'un transfert.
2. La hausse de financement total dans les programmes pour les médias communautaires et pour les organismes nationaux de loisir culturel, par rapport à 2020-2021, s'explique essentiellement par un soutien lié aux mesures de la COVID-19 du ministère de la Culture et des Communications (Plan de relance économique du secteur culturel et autres) et par la mesure ponctuelle du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) en contexte de pandémie, à la suite du report du Plan d'action gouvernemental en action communautaire.
3. La hausse du financement entre le financement accordé aux organismes d'action communautaire en 2021-2022 comparativement à celui de 2020-2021 s'explique par :
 - la hausse de l'appui aux organismes venant en aide aux victimes d'actes criminels;
 - la hausse de l'appui aux Centres de justice de proximité dans le cadre du projet pilote *Programme de prémédiation et de médiation en matière de petites créances et en matière familiale pour les couples sans enfant commun à charge*;
 - l'augmentation accrue du nombre de dossiers pris en charge dans le Programme de mesures de rechange général, notamment en raison de l'implantation du programme à la grandeur du Québec;
 - la volonté du gouvernement de donner suite aux recommandations présentées dans le rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, notamment l'importance d'améliorer les services parajudiciaires, particulièrement en matière de protection de la jeunesse.
4. L'écart de financement entre 2020-2021 et 2021-2022 s'explique par un financement supplémentaire de 500 000 \$ attribué par le MTESS afin d'appuyer les organismes communautaires du ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation).
5. La hausse de 6 705 000 \$ en 2021-2022 comparativement à l'année précédente s'explique par l'attribution d'un fonds d'urgence de 7 920 000 \$ pour aider les organismes à poursuivre leur mission malgré la pandémie, ce qui est supérieur au fonds d'urgence accordé en 2020-2021, par une somme additionnelle de 180 000 \$ accordée dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance et par le fait que certains organismes aient renoncés à un soutien financier équivalent à 55 000 \$.
6. La baisse de financement total de près de 34 % en 2021-2022 par rapport à 2020-2021 s'explique par les bonifications d'urgence liées à la COVID-19 qui avaient été allouées temporairement en 2020-2021.
7. Les montants octroyés par le Secrétariat à la condition féminine recensés dans l'État de situation 2021-2022 présentent une hausse de 29 % par rapport à l'année financière 2020-2021. Cependant, cette augmentation est principalement liée aux versements qui ont eu lieu après le 31 mars 2021, mais qui sont attribuables à l'année financière 2020-2021. Ces montants ne figurent pas dans l'État de situation 2020-2021.
8. La hausse du financement 2021-2022 par rapport à l'année 2020-2021 s'explique par :
 - la bonification du panier de service et des paramètres de financement pour répondre adéquatement aux besoins des personnes immigrantes (hausse importante du nombre de travailleurs étrangers et des demandeurs d'asile), accompagnés par les organismes financés en vertu du Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration;
 - un meilleur soutien aux collectivités (municipalités, OBNL et coopératives) dans la mise en œuvre d'actions concertées pour répondre aux besoins d'établissement durable en région en vertu du Programme d'appui aux collectivités.
9. La hausse du financement pour des organismes communautaires, par rapport à l'année précédente, s'explique par le fait qu'il y a eu plus de projets recommandés par le milieu en 2021-2022.
10. Le niveau de financement du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour des organismes communautaires dépend du nombre d'appels à projets réalisés au cours d'une année, du nombre de projets reçus, des sommes demandées ainsi que de la qualité et de la pertinence des projets déposés en lien avec les thématiques des appels à projets. Également, puisque l'aide financière est accordée aux projets pouvant se réaliser sur 3 ans, la totalité des sommes engagées et destinées aux organismes communautaires n'a pas été versée en 2021-2022. Elles le seront ultérieurement, conformément au calendrier de réalisation des projets.
11. L'augmentation de 1 320 000 \$ de l'aide totale octroyée aux organismes pour l'année 2021-2022 par rapport à 2020-2021 est liée à l'utilisation d'un solde disponible de la programmation précédente qui n'avait pu être utilisé en raison de la pandémie.
12. L'écart de financement observé entre les exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022 s'explique par un plus grand nombre d'organismes ayant un statut d'organismes d'action communautaire qui ont été financés pour différents projets déposés dans le programme Relève et mise en valeur de la faune.
13. L'écart est attribuable à une aide d'urgence hors programme exceptionnelle qui a été versée pour soutenir des projets humanitaires menés par des organismes de coopération internationale du Québec en Haïti après le séisme du 14 août 2021 et à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine.

14. La hausse du financement en 2021-2022 par rapport à l'année 2020-2021 s'explique notamment par l'ajout de crédits supplémentaires pour le financement d'organismes communautaires, soit
- pour augmenter ponctuellement le soutien financier de certains organismes communautaires afin de leur permettre de mieux répondre aux besoins de la population dans le contexte de la pandémie;
 - pour que les Québécois d'expression anglaise puissent avoir accès à des services offerts par des organismes d'action communautaire francophones.
15. Au total octroyé par le Secrétariat à la jeunesse en 2021-2022, s'ajoute 2 021 517 \$ versés à 25 organismes communautaires dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures jeunesse. Ces données n'ont pas été saisies au Portail partenaires de l'intervention gouvernementale auprès des organismes communautaires.
16. La grande différence s'explique par l'octroi en 2020-2021 d'importants soutiens ponctuels pour des projets d'immobilisation.
17. La hausse importante du financement par rapport à l'année précédente s'explique principalement par le versement de 15 M\$ en soutien financier aux organismes de bassin versant.
18. L'augmentation de 73,5 % du financement par rapport à l'année précédente est attribuable en grande partie au nouveau Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi, qui est effectif depuis le 1^{er} juillet 2021.
19. L'écart entre l'année précédente et l'année qui vient de se terminer s'explique par une baisse importante des participants à ce programme.

**1. SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL
VERSÉ EN 2021-2022**



SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL VERSÉ EN 2021-2022, VENTILÉ PAR PROGRAMME OU PAR MESURE, SELON LE MODE DE SOUTIEN FINANCIER

Le graphique 1.1 de la page 17 présente le soutien financier gouvernemental versé en 2021-2022 selon l'un des trois modes présentés, en plus du soutien ponctuel COVID (mission globale – COVID-19, ententes de service – COVID-19 et projets – COVID-19).

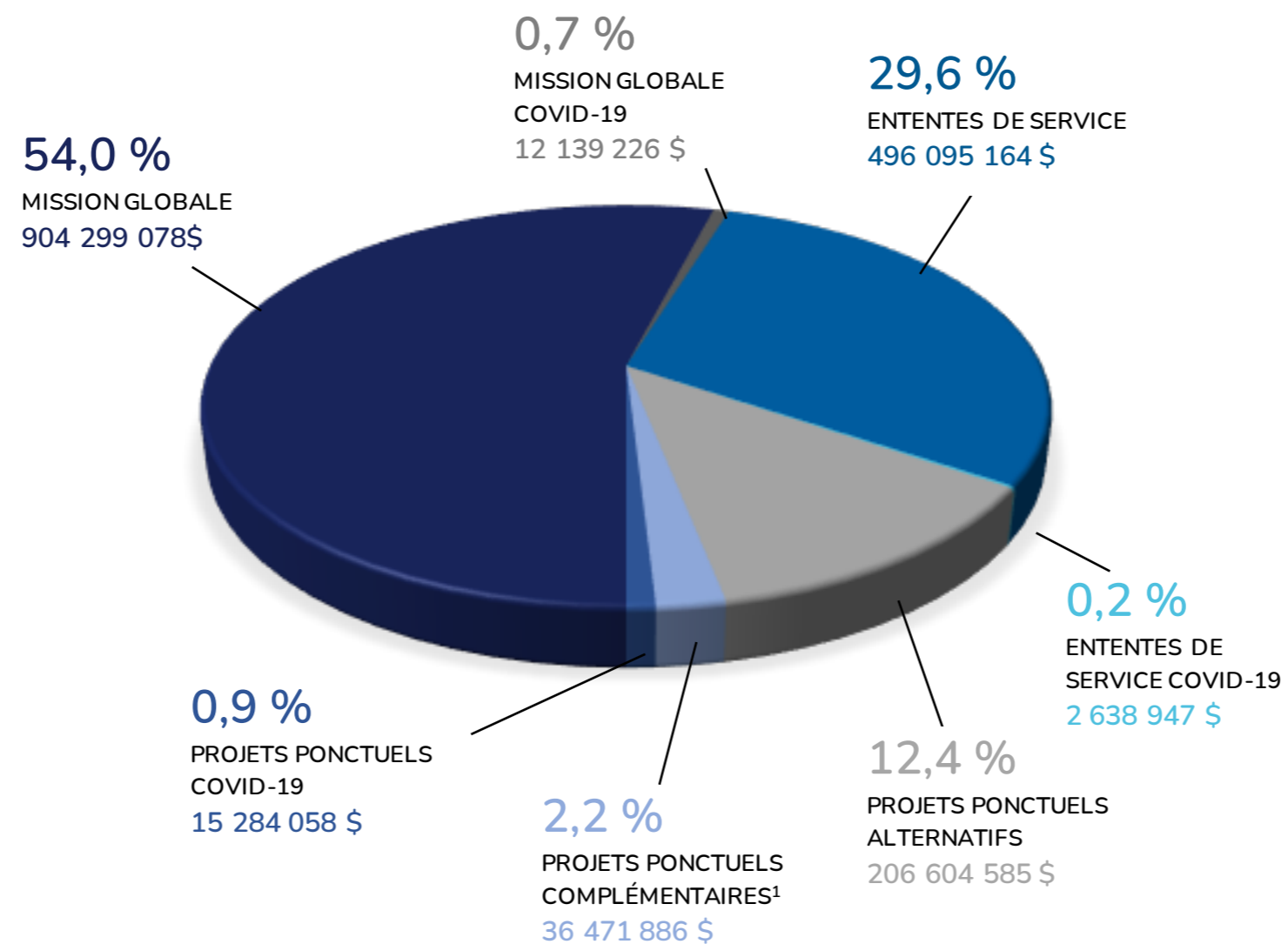
Le tableau 1.2 de la page 18 présente la liste des programmes ou mesures de soutien financier pour 2021-2022 qui, en plus d'être destinés aux organismes d'action communautaire, peuvent s'adresser également à d'autres types d'organismes. Ces derniers sont marqués d'un astérisque dans le tableau 1.3.

Le tableau 1.3 de la page 24 présente le soutien financier gouvernemental versé aux organismes d'action communautaire en 2021-2022, en ce qui concerne chacun des programmes ou chacune des mesures de soutien financier destinés à ces organismes, par ministère ou organisme gouvernemental. Pour certains d'entre eux, une rubrique « Autres » est inscrite. Il s'agit de projets *ad hoc* ou encore de subventions versées pour des activités spécifiques. On en dénombrait 86 en 2021-2022.

Seule est inscrite la portion du soutien financier qui a été versée aux organismes communautaires dans le cadre de ces programmes ou mesures. Il peut donc s'avérer que le total du soutien financier que les ministères et organismes gouvernementaux ont accordé, tel qu'il est inscrit dans la présente édition, diffère de l'information que l'on trouve dans certains rapports annuels de gestion.

Finalement, aux fins de comparaison, le tableau 1.4 de la page 32 présente la même information que le tableau 1.3, mais pour l'exercice financier 2020-2021. Pour connaître le soutien financier des années antérieures, consulter les éditions précédentes de ce document sur le site Web du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à la section [Publications](#).

1.1 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2021-2022, SELON LE MODE DE SOUTIEN FINANCIER (GRAPHIQUE)¹



1. Le soutien financier aux projets d'immobilisations est inclus, dans ce graphique, dans les projets ponctuels complémentaires.

1.2 LISTE DES PROGRAMMES OU MESURES NE S'ADRESSANT PAS UNIQUEMENT À DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET AYANT SOUTENU DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES EN 2021-2022

Ministère ou organisme gouvernemental	Programmes ou mesures	Autres organismes admissibles
Ministère de la Culture et des Communications	Aide au fonctionnement	
	<ul style="list-style-type: none"> • Médias communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif • Coopératives de solidarité
	Aide aux projets	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif
	Appel de projets Culture et inclusion	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes culturels
	Mesure ponctuelle d'aide aux médias communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif et coopératives de solidarité, avec l'aide fonctionnelle du Ministère
Ministère de la Famille	Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif qui sont en activité depuis au moins deux ans • Municipalités et municipalités régionales de comté (MRC) • Conseils de bande, Administration régionale Kativik, Gouvernement de la nation crie et d'autres organisations autochtones
	Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité	<ul style="list-style-type: none"> • Centres de ressources périnatales • Centres de pédiatrie sociale en communauté • Services de garde éducatifs à l'enfance • Communautés et nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale du Québec et l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ainsi que ses commissions
	Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif • Établissements d'enseignement et centres de services scolaires • Municipalités et municipalités régionales de comté (MRC) • Organisations autochtones
	Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif • Établissements d'enseignement de niveau universitaire • Tout employeur de moins de 500 employés, immatriculé au Registraire des entreprises, qui possède un numéro d'entreprise du Québec et qui a son siège social au Québec, à l'exception des ministères et des organismes gouvernementaux et paragouvernementaux • Municipalités et municipalités régionales de comté (MRC) • Conseils de bande, Administration régionale Kativik et Gouvernement de la Nation Crie

Ministère ou organisme gouvernemental	Programmes ou mesures	Autres organismes admissibles
Ministère de la Famille	Programme de soutien financier pour favoriser la participation des parents	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif qui sont en activité depuis au moins deux ans Municipalités et aux municipalités régionales de comté (MRC) Conseils de bande, Gouvernement de la nation crie et autres organisations autochtones
	Programme de soutien financier aux initiatives soutenant l'éveil à la lecture, à l'écriture et aux mathématiques	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif qui sont en activité depuis au moins deux ans Regroupements régionaux de centres de la petite enfance et regroupements régionaux d'organismes communautaires Famille Regroupements nationaux d'organismes communautaires Famille Établissements d'enseignement et commissions scolaires Bibliothèques publiques Organismes culturels Municipalités et municipalités régionales de comté (MRC) Conseils de bande, Gouvernement de la nation crie et autres organisations autochtones
Ministère de la Justice du Québec	Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif
	Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels	<ul style="list-style-type: none"> Universités Organismes à but non lucratif Conseil de bande, Gouvernement de la nation Crie et autres organisations autochtones Personnes physiques
Ministère de la Santé et des Services sociaux		
<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat aux aînés 	Québec ami des aînés	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Communautés des nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale du Québec, un regroupement de celles-ci ou un organisme autochtone reconnu
	Programme Action Aînés du Québec	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Communautés des nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale du Québec, un regroupement de celles-ci ou un organisme autochtone reconnu
	Initiatives de travail de milieu auprès des personnes âgées en situation de vulnérabilité	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Communautés des nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale du Québec, un regroupement de celles-ci ou un organisme autochtone reconnu

Ministère ou organisme gouvernemental	Programmes ou mesures	Autres organismes admissibles
Ministère de la Sécurité publique	Prévention Jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif et conseils de bande des communautés autochtones
	Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Municipalités, arrondissements, municipalités régionales de comté (MRC), agglomérations, regroupements de municipalités, conseils de bande et villages nordiques Services de police
Ministère de l'Économie et de l'Innovation		
<ul style="list-style-type: none"> Secteur Innovation 	Programme NovaScience	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Organismes à but lucratif Établissements d'enseignement reconnus Commissions scolaires Municipalités et municipalités régionales de comté (MRC) Communautés métropolitaines de Montréal et de Québec Administration régionale Kativik
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Programme Interactions communautaires du Plan Saint-Laurent 2011-2026	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif
	Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif et coopératives Municipalités du Québec et milieu municipal Secteur privé
	Programme de soutien régional aux enjeux de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> Organismes publics et privés identifiés dans un plan directeur de l'eau ou un plan de gestion intégrée régional du Saint-Laurent comme étant responsable de la mise en œuvre d'une action

Ministère ou organisme gouvernemental	Programmes ou mesures	Autres organismes admissibles
Ministère de l'Éducation		
<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat à la condition féminine 	Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Municipalités locales et municipalités régionales de comté (MRC) Organisations universitaires Organisations parapubliques du domaine de la santé et des services sociaux, de l'éducation ou du développement régional (ou local) Conseils de bande des communautés autochtones Communautés autochtones qui, à défaut d'être légalement constituées, sont parrainées par un organisme à but non lucratif ou par un conseil de bande Organismes à but lucratif, à l'exception des entreprises privées du secteur financier
	Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Communautés autochtones reconnues par l'Assemblée nationale du Québec Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et ses commissions Gouvernement de la nation crie et l'Administration régionale Kativik Établissements d'enseignement postsecondaire
	Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence conjugale	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Communautés autochtones qui, à défaut d'être légalement constituées, sont parrainées par un organisme à but non lucratif ou par un conseil de bande Municipalités locales et municipalités régionales de comté (MRC) Organisations du réseau de la santé et des services sociaux ou du réseau de l'éducation du Québec
	Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Communautés autochtones qui, à défaut d'être légalement constituées, sont parrainées par un organisme à but non lucratif ou par un conseil de bande Municipalités locales et municipalités régionales de comté (MRC) Organisations du réseau de la santé et des services sociaux et du réseau de l'éducation
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	Programme d'appui aux collectivités	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif et coopératives Villes à statut particulier, municipalités locales et municipalités régionales de comté (MRC)

Ministère ou organisme gouvernemental	Programmes ou mesures	Autres organismes admissibles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	Programme Relève et mise en valeur de la faune	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif et coopératives • Municipalités et nations autochtones • Partenaires membres de la Table nationale de la faune • Entreprises privées
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation		
<ul style="list-style-type: none"> • Régions 	Fonds régions et ruralité – Volet 1	<ul style="list-style-type: none"> • Tout demandeur est admissible, à l'exception des entreprises privées du secteur financier et des coopératives financières. Les organismes inscrits au REQ non admissibles aux contrats publics ne sont pas admissibles.
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat à la région métropolitaine 	Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif • Compagnies privées à but lucratif (volet 1 seulement) • Coopératives • Organismes municipaux au sens de l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) et tout conseil de bande d'une communauté autochtone
Ministère du Conseil exécutif		
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat à la jeunesse 	Stratégie d'action jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif • Coopératives • Organismes publics
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat aux affaires autochtones 	Fonds d'initiatives autochtones III	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif • Organismes autochtones à but lucratif • Conseils de bande • Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et ses commissions
<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise 	Programme d'appui aux organismes desservant les communautés d'expression anglaise	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes à but non lucratif, immatriculés au Registraire des entreprises du Québec (REQ) et qui offrent des services aux communautés d'expression anglaise • Coopératives et entreprises d'économie sociale, immatriculées au REQ, et dont la mission est d'offrir des services aux communautés d'expression anglaise • Entités municipales et institutions publiques des secteurs de l'éducation et de la santé et services sociaux

Ministère ou organisme gouvernemental	Programmes ou mesures	Autres organismes admissibles
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale		
<ul style="list-style-type: none"> Action communautaire 	Fonds québécois d'initiatives sociales	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Municipalités et municipalités régionale de comté (MRC) Coopératives considérées comme organisme à but non lucratif par Revenu Québec Conseils de bande, conseils de villages nordiques, Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif
<ul style="list-style-type: none"> Emploi 	Mesures actives d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif Municipalités Institutions d'enseignement et commissions scolaires Conseils de bande et organismes autochtones Associations professionnelles Entreprises à but lucratif Coopératives
<ul style="list-style-type: none"> Solidarité sociale 	Programme d'aide et d'accompagnement PAAS Action	<ul style="list-style-type: none"> Organismes à but non lucratif

1.3 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL VERSÉ EN ACTION COMMUNAUTAIRE EN 2021-2022
AINSI QUE LE NOMBRE D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SOUTENUS PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL ⁽ⁱ⁾,
PAR PROGRAMME ⁽ⁱⁱⁱ⁾, SELON LE MODE DE SOUTIEN

1.3 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL VERSÉ EN ACTION COMMUNAUTAIRE EN 2021-2022

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2021-2022	N ^{bre} total org. ⁽ⁱⁱⁱ⁾	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Ententes de service COVID-19	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
											Alternatifs	Complémentaires					
Ministère de la Culture et des Communications																	
Aide au fonctionnement																	
• Médias communautaires*	8 891 424 \$	142	6 184 661 \$	142	2 706 763 \$	142	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Organismes nationaux de loisir culturel	2 410 000 \$	9	900 000 \$	9	1 510 000 \$	9	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Organismes de formation en art	16 943 \$	1	14 480 \$	1	2 463 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Aide aux projets*																	
• Accueil	573 500 \$	3	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	573 500 \$	0 \$	3	0 \$	0	0 \$	0
• Aide aux immobilisations	786 043 \$	12	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	786 043 \$	12
• Appel de projets Culture et inclusion	400 630 \$	29	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	400 630 \$	0 \$	29	0 \$	0	0 \$	0
• Appel de projets Mesure ponctuelle d'aide aux médias communautaires	359 696 \$	15	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	359 696 \$	0 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	13 438 236 \$	184	7 099 141 \$	152	4 219 226 \$	152	0 \$	0	0 \$	0	1 333 826 \$	0 \$	47	0 \$	0	786 043 \$	12
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)																	
Autres																	
	41 910 \$	5	41 910 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	41 910 \$	5	41 910 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	13 480 146 \$	189	7 141 051 \$	157	4 219 226 \$	152	0 \$	0	0 \$	0	1 333 826 \$	0 \$	47	0 \$	0	786 043 \$	12
Ministère de la Famille (Famille)																	
Programme de soutien financier à l'action communautaire auprès des familles																	
	37 223 913 \$	280	37 223 913 \$	280	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale*																	
	209 367 \$	20	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	209 367 \$	0 \$	20	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie communautaires																	
	5 971 865 \$	233	0 \$	0	0 \$	0	5 971 865 \$	233	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité*																	
	978 579 \$	45	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	978 579 \$	0 \$	45	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux initiatives soutenant l'éveil à la lecture, à l'écriture et aux mathématiques*																	
	776 411 \$	60	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	776 411 \$	0 \$	60	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans*																	
	1 010 724 \$	26	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	1 010 724 \$	26	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail*																	
	194 801 \$	15	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	194 801 \$	0 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier pour favoriser la participation des parents*																	
	635 090 \$	44	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	635 090 \$	0 \$	44	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à la bonification de l'offre d'activités de halte-garderie communautaires en contexte de pandémie de la COVID-19																	
	2 638 947 \$	149	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 638 947 \$	149	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	49 639 697 \$	439	37 223 913 \$	280	0 \$	0	5 971 865 \$	233	2 638 947 \$	149	2 794 247,82 \$	1 010 724,04 \$	173	0 \$	0	0 \$	0

⁽ⁱ⁾ Selon sa dénomination en 2021-2022.

⁽ⁱⁱ⁾ Dans quelques cas, on note un écart de 1 \$ ou 2 \$ entre le total des sommes versées aux organismes communautaires dans le cadre d'un programme d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental apparaissant dans le rapport annuel de celui-ci et celui qui est inscrit dans cette publication. Cela provient d'une légère différence dans les modalités d'arrondissement des sommes.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Un organisme peut être compté plus d'une fois, puisqu'il peut recevoir du soutien financier de plus d'un ministère ou de plus d'un organisme gouvernemental, et ce, dans plus d'un programme et selon plus d'un mode. Toutefois, le nombre d'organismes inscrits à chacun des totaux partiels ainsi qu'au total du Ministère correspond au nombre réel d'organismes différents subventionnés par ministère ou organisme gouvernemental.

* L'astérisque indique les mesures ou les programmes de soutien financier qui ne sont pas exclusivement dédiés aux organismes communautaires. Pour connaître les clientèles auxquelles ils s'adressent, consulter les pages 18 à 23.

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2021-2022	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Ententes de service COVID-19	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
											Alternatifs	Complémentaires					
Ministère de la Justice																	
Coordination en matière de justice au sein de l'association Femmes autochtones du Québec inc.	75 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	75 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Coordination en matière de justice au sein du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	100 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	100 000 \$	1	0 \$		0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Mesures pour les Autochtones	1 438 675 \$	7	0 \$	0	0 \$	0	1 438 675 \$	7	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice*	632 897 \$	33	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	0	632 897 \$	0 \$	33	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones	155 500 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	155 500 \$	1	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de mesures de rechange général	3 451 084 \$	33	0 \$	0	0 \$	0	3 451 084 \$	33	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels*	3 358 936 \$	66	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 595 042 \$	0 \$	29	763 894 \$	37	0 \$	0
Programme de soutien financier aux centres de justice de proximité	6 424 141 \$	11	0 \$	0	0 \$	0	6 424 141 \$	11	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme Lutte contre l'homophobie et la transphobie	442 268 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	442 268 \$	0 \$	25	0 \$	0	0 \$	0
Soutien financier à des services d'aide aux victimes d'actes criminels	36 462 469 \$	22	0 \$	0	0 \$	0	36 462 469 \$	22	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Soutien financier à l'organisme les Services Parajudiciaires Autochtones du Québec	1 885 100 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	1 885 100 \$	1	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Autres	166 692 \$	9	40 000 \$	6	0 \$	0	100 100 \$	1	0 \$	0	26 592 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	54 592 762 \$	170	40 000 \$	6	0 \$	0	50 092 069 \$	73	0 \$	0	3 696 799 \$	0 \$	84	763 894 \$	37	0 \$	0
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)																	
Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat*	162 410 \$	7	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	162 410 \$	0 \$	7	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux activités d'éducation financière et de consultation budgétaire	399 970 \$	37	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	399 970 \$	0 \$	37	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	562 380 \$	37	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	562 380 \$	0 \$	37	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	55 155 142 \$	204	40 000 \$	6	0 \$	0	50 092 069 \$	73	0 \$	0	4 259 179 \$	0 \$	118	763 894 \$	37	0 \$	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux																	
Programme de soutien aux organismes communautaires (national et régional)	813 858 964 \$	3 477	690 908 723 \$	3018	0 \$	0	92 934 778 \$	1 026	0 \$	0	30 015 463 \$	0 \$	1 016	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'aide aux joueurs pathologiques	5 675 862 \$	153	0 \$	0	0 \$	0	5 675 862 \$	153	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Autres soutiens aux organismes communautaires oeuvrant en santé et services sociaux																	
• Santé publique	35 622 266 \$	238	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	35 622 266 \$	0 \$	238	0 \$	0	0 \$	0
• Soutien d'urgence COVID-19	12 838 712 \$	713	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	12 838 712 \$	713	0 \$	0
• Autres financements	58 433 322 \$	169	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	58 433 322 \$	0 \$	169	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	926 429 126 \$	3 559	690 908 723 \$	3018	0 \$	0	98 610 640 \$	1 091	0 \$	0	124 071 051 \$	0 \$	1 302	12 838 712 \$	713	0 \$	0
Ministère de la Santé et des Services Sociaux (Secrétariat aux aînés)																	
Québec ami des aînés*																	
• Soutien aux actions nationales	2 160 058 \$	20	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 160 058 \$	0 \$	20	0 \$	0	0 \$	0
• Soutien aux actions locales et régionales	4 430 750 \$	88	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	4 430 750 \$	0 \$	88	0 \$	0	0 \$	0
Programme Action Aînés du Québec*	3 469 130 \$	176	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 469 130 \$	0 \$	176	0 \$	0	0 \$	0
Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité*	7 180 481 \$	121	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	7 180 481 \$	0 \$	121	0 \$	0	0 \$	0
Saines habitudes de vie	23 343 \$	10	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	23 343 \$	10	0 \$	0	0 \$	0
Autre soutien	669 340 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	669 340 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	17 933 102 \$	355	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	17 909 759 \$	23 343 \$	355	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)																	
Programme de soutien aux organismes de promotion	554 134 \$	23	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	554 134 \$	0 \$	23	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	554 134 \$	23	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	554 134 \$	0 \$	23	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	944 916 362 \$	3 708	690 908 723 \$	3018	0 \$	0	98 610 640 \$	1 091	0 \$	0	142 534 944 \$	23 343 \$	1 607	12 838 712 \$	713	0 \$	0

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2021-2022	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Ententes de service COVID-19	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
											Alternatifs	Complémentaires					
Ministère de la Sécurité publique																	
Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	2 008 157 \$	41	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 008 157 \$	0 \$	41	0 \$	0	0 \$	0
Prévention Jeunesse*	1 600 000 \$	15	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	1 600 000 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture*	1 800 000 \$	27	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 800 000 \$	0 \$	27	0 \$	0	0 \$	0
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes*	2 175 000 \$	34	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 175 000 \$	0 \$	34	0 \$	0	0 \$	0
Programme de financement des ressources communautaires																	
• Volet Hébergement	13 743 720 \$	33	0 \$	0	0 \$	0	13 743 720 \$	33	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Suivi dans la communauté	11 830 712 \$	30	0 \$	0	0 \$	0	11 830 712 \$	30	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Coûts marginaux	392 079 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	392 079 \$	25	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Sensibilisation et conscientisation	2 818 046 \$	64	74 070 \$	1	0 \$	0	2 743 976 \$	63	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Financement supplémentaire COVID-19	64 640 \$	8	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	64 640 \$	0 \$	8	0 \$	0	0 \$	0
Financement supplémentaire en prévention de la criminalité	1 000 000 \$	36	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	75 000 \$	0 \$	3	925 000 \$	33	0 \$	0
Total du Ministère	37 432 353,95 \$	203	74 070 \$	1	0 \$	0	28 710 487 \$	107	0 \$	0	6 122 797 \$	1 600 000 \$	101	925 000 \$	33	0 \$	0
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)																	
Soutien au Réseau MicroEntreprendre ¹	3 513 750 \$	19	3 513 750 \$	19	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	3 513 750 \$	19	3 513 750 \$	19	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)																	
Programme NovaScience*																	
• Volet Soutien aux organismes	2 355 512 \$	10	2 355 512 \$	10	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Soutien aux projets	831 282 \$	12	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	831 282 \$	0 \$	12	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	3 186 794 \$	17	2 355 512 \$	10	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	831 282 \$	0 \$	12	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	6 700 544 \$	36	5 869 262 \$	29	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	831 282 \$	0 \$	12	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Éducation (Éducation)																	
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation																	
• Volet Mission globale	36 623 385 \$	204	28 703 385 \$	204	7 920 000 \$	203	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Soutien par projet	1 000 000 \$	23	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 000 000 \$	0 \$	23	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	37 623 385 \$	206	28 703 385 \$	204	7 920 000 \$	203	0 \$	0	0 \$	0	1 000 000 \$	0 \$	23	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)																	
Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir	7 288 474 \$	62	7 050 974 \$	61	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	237 500 \$	0 \$	1	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances	5 195 042 \$	49	4 951 565 \$	49	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	117 642 \$	125 835 \$	20	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'assistance financière aux organismes nationaux de loisir	4 551 931 \$	29	3 577 931 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	470 000 \$	504 000 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien aux fédérations sportives québécoises	7 320 893 \$	58	7 320 893 \$	58	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'assistance financière aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées	6 795 365 \$	11	1 868 899 \$	11	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	326 060 \$	4 600 406 \$	11	0 \$	0	0 \$	0
Autre SLS	9 153 340 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	9 153 340 \$	0 \$	25	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	40 305 045 \$	211	24 770 262 \$	204	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	10 304 542 \$	5 230 241 \$	58	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)																	
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes*	3 540 863 \$	67	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 540 863 \$	0 \$	67	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieu autochtones*	878 846 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	878 846 \$	0 \$	5	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence conjugale*	2 864 350 \$	42	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 864 350 \$	0 \$	42	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles*	2 569 534 \$	42	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 569 534 \$	0 \$	42	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives visant à répondre aux besoins des femmes et des filles dans le contexte de la pandémie de COVID-19	756 452 \$	13	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	756 452 \$	13	0 \$	0
Total partiel	10 610 045 \$	159	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	9 853 593 \$	0 \$	151	756 452 \$	13	0 \$	0
Total du Ministère	88 538 475 \$	572	53 473 647 \$	408	7 920 000 \$	203	0 \$	0	0 \$	0	21 158 135 \$	5 230 241 \$	232	756 452 \$	13	0 \$	0

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2021-2022	Nbre total org. ^(III)	Mission globale	Nbre org.	Mission globale COVID-19	Nbre org.	Ententes de service	Nbre org.	Ententes de service COVID-19	Nbre org.	Projets		Nbre org.	Projets COVID-19	Nbre org.	Projets Immobilisations	Nbre org.
											Alternatifs	Complémentaires					
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques																	
Programme Action-Climat Québec	3 587 333 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 587 333 \$	0 \$	14	0 \$	0	0 \$	0
Programme de restauration et de création de milieux humides et hydriques	63 640 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	63 640 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien à la mission des conseils régionaux de l'environnement et du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement	7 100 000 \$	17	7 100 000 \$	17	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien à la mission des organismes environnementaux	444 440 \$	8	444 440 \$	8	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien aux tables de concertation régionale	625 000 \$	5	625 000 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien régional aux enjeux de l'eau*	701 210 \$	26	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	701 210 \$	26	0 \$	0	0 \$	0
Programme Interactions communautaires du Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026*	20 699 \$	3	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	20 699 \$	0 \$	3	0 \$	0	0 \$	0
Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* ²	1 669 749 \$	9	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 669 749 \$	0 \$	9	0 \$	0	0 \$	0
Soutien financier aux organismes de bassin	15 000 000 \$	41	15 000 000 \$	41	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Autres	2 442 600 \$	3	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 442 600 \$	0 \$	3	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	31 654 670 \$	101	23 169 440 \$	71	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	7 784 020 \$	701 210 \$	55	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration																	
Programme Soutien à la mission	5 331 902 \$	41	5 331 902 \$	41	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration	49 585 653 \$	104	0 \$	0	0 \$	0	49 585 653 \$	104	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'appui aux collectivités*	8 280 458 \$	56	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	8 280 458 \$	0 \$	89	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	63 198 013 \$	146	5 331 902 \$	41	0 \$	0	49 585 653 \$	104	0 \$	0	8 280 458 \$	0 \$	89	0 \$	0	0 \$	0
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)																	
Fonds régions et ruralité - Volet 1*	1 939 414 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	532 500 \$	0 \$	3	0 \$	0	1 406 914 \$	13
Total partiel	1 939 414 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	532 500 \$	0 \$	3	0 \$	0	1 406 914 \$	13
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)																	
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole* ³	847 104 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	847 104 \$	0 \$	16	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	847 104 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	847 104 \$	0 \$	16	0 \$	0	0 \$	0
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)																	
Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation	6 570 000 \$	52	6 305 000 \$	47	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	265 000 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	6 570 000 \$	52	6 305 000 \$	47	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	265 000 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	9 356 518 \$	84	6 305 000 \$	47	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 644 604 \$	0 \$	25	0 \$	0	1 406 914 \$	13
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)																	
Programme Relève et mise en valeur de la faune*	136 632 \$	9	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	136 632 \$	9	0 \$	0	0 \$	0
Autres Faune	136 000 \$	6	121 000 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	15 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	272 632 \$	14	121 000 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	151 632 \$	10	0 \$	0	0 \$	0
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie																	
Programme Québec sans frontières	609 136 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	609 136 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Appui à la mission de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale	469 275 \$	1	469 275 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme québécois de développement international	86 999 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	86 999 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
Programme Nouveau Québec sans frontières																	
• Volet 1 Soutien à la mission globale	3 978 263 \$	24	3 978 263 \$	24	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet 2 Soutien aux projets ponctuels	1 134 218 \$	7	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 134 218 \$	0 \$	7	0 \$	0	0 \$	0
Aide d'urgence hors programme	1 800 000 \$	7	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 800 000 \$	0 \$	7	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	8 077 891 \$	35	4 447 538 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 630 353 \$	0 \$	18	0 \$	0	0 \$	0

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2021-2022	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Ententes de service COVID-19	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
											Alternatifs	Complémentaires					
Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)																	
Ententes de service relatives au soutien communautaire des personnes accidentées de la route	5 436 618 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	5 436 618 \$	14	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	5 436 618 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	5 436 618 \$	14	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)																	
Programme d'appui aux organismes desservant les communautés d'expression anglaise*	6 633 344 \$	47	4 495 018 \$	26	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 138 326 \$	0 \$	44	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	6 633 344 \$	47	4 495 018 \$	26	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 138 326 \$	0 \$	44	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)																	
Créneau Carrefour Jeunesse	18 898 565 \$	110	0 \$	0	0 \$	0	18 898 565 \$	110	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Stratégie d'action jeunesse*	12 007 246 \$	22	0 \$	0	0 \$	0	12 007 246 \$	21	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel⁴	30 905 811 \$	131	0 \$	0	0 \$	0	30 905 811 \$	131	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)																	
Fonds d'initiatives autochtones III*																	
• Volet Action communautaire	2 160 000 \$	16	2 160 000 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain	2 627 963 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 524 513 \$	0 \$	15	0 \$	0	1 103 450 \$	3
• Volet Développement économique	278 267 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	278 267 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Développement social	1 550 238 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 550 238 \$	0 \$	14	0 \$	0	0 \$	0
Volet Projets ponctuels autochtones	76 160 \$	11	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	76 160 \$	0 \$	11	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	6 692 628 \$	35	2 160 000 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 429 178 \$	0 \$	30	0 \$	0	1 103 450 \$	3
Total du Ministère	44 231 783 \$	208	6 655 018 \$	42	0 \$	0	30 905 811 \$	131	0 \$	0	5 567 504 \$	0 \$	74	0 \$	0	1 103 450 \$	3
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) (Action communautaire)																	
Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole																	
• Promotion des droits	35 364 326 \$	342	35 364 326 \$	342	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Organismes multisectoriels confiés au MTESS	1 161 090 \$	10	911 090 \$	10	0 \$	0	250 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Recherches et études	136 328 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	136 328 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
• Soutien à la gouvernance	13 140 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	13 140 \$	0 \$	1	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire	6 207 972 \$	66	6 196 772 \$	66	0 \$	0	11 200 \$	1	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Fonds québécois d'initiatives sociales ⁵	401 840 \$	4	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	401 840 \$	0 \$	4	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires																	
• Action communautaire et action bénévole	111 928 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	111 928 \$	0 \$	5	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi	30 236 710 \$	109	21 066 326 \$	109	0 \$	0	9 170 384 \$	109	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	73 633 333 \$	533	63 538 514 \$	527	0 \$	0	9 431 584 \$	111	0 \$	0	663 235 \$	0 \$	10	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)																	
Financement par le biais des ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés en employabilité dans le cadre des mesures actives d'emploi⁶																	
	238 659 476 \$	415	0 \$	0	0 \$	0	214 201 147 \$	381	0 \$	0	0 \$	24 458 329 \$	117	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	238 659 476 \$	415	0 \$	0	0 \$	0	214 201 147 \$	381	0 \$	0	0 \$	24 458 329 \$	117	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)																	
Programme d'aide et d'accompagnement social PAAS Action*																	
	3 149 290 \$	358	0 \$	0	0 \$	0	3 149 290 \$	358	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	3 149 290 \$	358	0 \$	0	0 \$	0	3 149 290 \$	358	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	315 442 099 \$	1 150	63 538 514 \$	527	0 \$	0	226 782 021 \$	710	0 \$	0	663 235 \$	24 458 329 \$	126	0 \$	0	0 \$	0
TOTAL	1 673 532 944 \$	5342	904 299 078 \$	4597	12 139 226 \$	356	496 095 164 \$	1930	2 638 947 \$	150	206 604 585 \$	33 175 479 \$	2334	15 284 058 \$	778	3 296 407 \$	29
	100,0 %		54,0 %		0,7 %		29,6 %		0,2 %		12,3 %	2,0 %		0,9 %		0,2 %	

NOTES AU TABLEAU 1.3

1. L'organisme Réseau québécois du crédit communautaire a changé de nom en 2017 pour Réseau MicroEntreprendre.
2. Le soutien financier inscrit pour la mesure Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ne touche que 5 mesures d'un plan qui en compte 26.
3. Les projets d'infrastructures ne sont pas admissibles au Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole du Secrétariat à la région métropolitaine.
4. Au total octroyé par le Secrétariat à la jeunesse en 2021-2022, s'ajoute 2 021 517 \$ versés à 25 organismes communautaires dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures jeunesse. Ces données n'ont pas été saisies au Portail partenaires de l'intervention gouvernementale auprès des organismes communautaires.
5. Mentionnons que le Fonds québécois d'initiatives sociales, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), a aussi versé des sommes à des organismes qui les ont redistribuées à d'autres organismes communautaires. Ces investissements ne sont pas considérés dans le présent document (ex. : Ville de Montréal).
6. Les mesures actives d'emploi du MTESS concernent les mesures « Services d'aide à l'emploi », « Projets de préparation à l'emploi », « Mesure de formation – Volet Entreprises d'entraînement », « Initiative ciblée pour les travailleurs expérimentés » ainsi que le programme ponctuel « Jeunes en mouvement vers l'emploi (JME) ». Les données relatives au financement des organismes communautaires dans le cadre de ces mesures excluent la portion de la subvention accordée aux entreprises d'insertion servant à payer les salaires versés aux participants qui y travaillent. Toutefois, elles incluent des contributions salariales versées aux participants dans le cadre de projets ponctuels JME qui représentent, dans la plupart des cas, pour plus de 50 % du montant financé.

**1.4 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL VERSÉ EN ACTION COMMUNAUTAIRE EN 2020-2021
AINSI QUE LE NOMBRE D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SOUTENUS PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL⁽ⁱ⁾,
PAR PROGRAMME⁽ⁱⁱⁱ⁾, SELON LE MODE DE SOUTIEN**

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	N ^{bre} total org. ⁽ⁱⁱⁱ⁾	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
									Alternatifs	Complémentaires					
Ministère de la Culture et des Communications															
Aide au fonctionnement															
• Médias communautaires*	6 659 080 \$	145	5 262 698 \$	145	1 396 382 \$	144	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Organismes nationaux de loisir culturel	781 429 \$	9	449 998 \$	9	122 054 \$	9	0 \$	0	209 377 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Aide aux projets*															
• Accueil	38 500 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	38 500 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
• Aide aux immobilisations	380 700 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	380 700 \$	14
Soutien au rayonnement numérique*	521 075 \$	16	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	521 075 \$	16	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	8 380 784 \$	156	5 712 696 \$	154	1 518 436 \$	153	0 \$	0	247 877 \$	521 075 \$	23	0 \$	0	380 700 \$	14
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)															
Autres															
	41 910 \$	5	41 910 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	41 910 \$	5	41 910 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	8 422 694 \$	161	5 754 606 \$	159	1 518 436 \$	153	0 \$	0	247 877 \$	521 075 \$	23	0 \$	0	380 700 \$	14
Ministère de la Famille (Famille)															
Programme de soutien financier à l'action communautaire auprès des familles	42 239 561 \$	289	38 125 385 \$	289	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	4 114 176 \$	256	0 \$	0
Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale*	117 001 \$	15	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	117 001 \$	0 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie communautaires	6 291 378 \$	238	0 \$	0	0 \$	0	5 909 168 \$	238	0 \$	0 \$	0	382 210 \$	185	0 \$	0
Programme de soutien financier aux initiatives soutenant l'éveil à la lecture, à l'écriture et aux mathématiques*	48 621 \$	13	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	48 621 \$	13	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier pour favoriser la participation des parents*	58 761 \$	15	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	58 761 \$	0 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	48 755 323 \$	376	38 125 385 \$	289	0 \$	0	5 909 168 \$	238	175 762 \$	48 621 \$	43	4 496 386 \$	299	0 \$	0

⁽ⁱ⁾ Selon sa dénomination en 2020-2021.

⁽ⁱⁱ⁾ Dans quelques cas, on note un écart de 1 \$ ou 2 \$ entre le total des sommes versées aux organismes communautaires dans le cadre d'un programme d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental apparaissant dans le rapport annuel de celui-ci et celui qui est inscrit dans cette publication. Cela provient d'une légère différence dans les modalités d'arrondissement des sommes.

⁽ⁱⁱⁱ⁾ Un organisme peut être compté plus d'une fois, puisqu'il peut recevoir du soutien financier de plus d'un ministère ou de plus d'un organisme gouvernemental, et ce, dans plus d'un programme et selon plus d'un mode. Toutefois, le nombre d'organismes inscrits à chacun des totaux partiels ainsi qu'au total du Ministère correspond au nombre réel d'organismes différents subventionnés par ministère ou organisme gouvernemental.

* L'astérisque indique les mesures ou les programmes de soutien financier qui ne sont pas exclusivement dédiés aux organismes communautaires.

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
									Alternatifs	Complémentaires					
Ministère de la Justice															
Coordination en matière de justice au sein de l'association Femmes autochtones du Québec inc.	60 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	60 000 \$	1	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Coordination en matière de justice au sein du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	95 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	95 000 \$	1	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Mesures pour les Autochtones	477 093 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	432 093 \$	4	45 000 \$	0 \$	3	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la justice*	565 547 \$	30	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	565 547 \$	0 \$	30	0 \$	0	0 \$	0
Programme de financement des ressources communautaires des travaux compensatoires	45 595 \$	1	45 595 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de mesures de rechange général	1 476 837 \$	26	0 \$	0	0 \$	0	1 476 837 \$	26	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels*	4 339 635 \$	34	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	177 240 \$	0 \$	17	4 162 395 \$	25	0 \$	0
Programme de soutien financier aux centres de justice de proximité	5 004 975 \$	10	0 \$	0	0 \$	0	5 004 975 \$	10	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme Lutte contre l'homophobie et la transphobie	431 709 \$	19	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	431 709 \$	0 \$	19	0 \$	0	0 \$	0
Soutien financier à des services d'aide aux victimes d'actes criminels	31 768 891 \$	22	0 \$	0	0 \$	0	31 768 891 \$	22	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Soutien financier à l'organisme les Services Parajudiciaires Autochtones du Québec	1 850 100 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	1 850 100 \$	1	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Autres	45 100 \$	8	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	45 100 \$	0 \$	8	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	46 160 482 \$	132	45 595 \$	1	0 \$	0	40 687 896 \$	65	1 264 596 \$	0 \$	71	4 162 395 \$	25	0 \$	0
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)															
Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat*	132 982 \$	11	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	132 982 \$	0 \$	11	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier aux activités d'éducation financière et de consultation budgétaire	399 970 \$	37	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	399 970 \$	0 \$	37	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	532 952 \$	38	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	532 952 \$	0 \$	38	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	46 693 434 \$	167	45 595 \$	1	0 \$	0	40 687 896 \$	65	1 797 548 \$	0 \$	106	4 162 395 \$	25	0 \$	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux															
Programme de soutien aux organismes communautaires (national et régional)	784 217 325 \$	3 443	640 066 970 \$	3017	0 \$	0	88 008 615 \$	958	56 141 740 \$	0 \$	1 835	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'aide aux joueurs pathologiques	4 493 152 \$	37	0 \$	0	0 \$	0	4 493 152 \$	37	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Autres soutiens aux organismes communautaires engagés en santé et services sociaux	53 929 463 \$	415	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	53 929 463 \$	0 \$	415	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel²	842 639 940 \$	3 509	640 066 970 \$	3017	0 \$	0	92 501 767 \$	982	110 071 203 \$	0 \$	1 995	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de la Santé et des Services Sociaux (Secrétariat aux aînés)															
Québec ami des aînés*															
• Soutien aux actions nationales	1 862 801 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 862 801 \$	0 \$	14	0 \$	0	0 \$	0
• Soutien aux actions locales et régionales	5 444 982 \$	100	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	5 444 982 \$	0 \$	100	0 \$	0	0 \$	0
Programme Action Aînés du Québec	2 336 381 \$	94	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	2 336 381 \$	0 \$	94	0 \$	0	0 \$	0
Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité	6 854 482 \$	120	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	6 854 482 \$	0 \$	120	0 \$	0	0 \$	0
Saines habitudes de vie	12 730 \$	8	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	12 730 \$	8	0 \$	0	0 \$	0
Autre soutien	70 230 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	70 230 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	16 581 606 \$	303	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	16 568 876 \$	12 730 \$	303	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)															
Programme de soutien aux organismes de promotion	554 164 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	554 164 \$	0 \$	25	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	554 164 \$	25	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	554 164 \$	0 \$	25	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	859 775 710 \$	3 641	640 066 970 \$	3017	0 \$	0	92 501 767 \$	982	127 194 243 \$	12 730 \$	2 178	0 \$	0	0 \$	0

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.	
									Alternatifs	Complémentaires						
Ministère de la Sécurité publique																
Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	2 000 000 \$	41	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	2 000 000 \$	0 \$	41	0 \$	0	0 \$	0
Prévention Jeunesse*	1 125 000 \$	9	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	1 125 000 \$	9	0 \$	0	0 \$	0
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture*	1 291 500 \$	18	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	1 291 500 \$	0 \$	18	0 \$	0	0 \$	0
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes*	1 575 000 \$	26	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	1 575 000 \$	0 \$	26	0 \$	0	0 \$	0
Programme de financement des ressources communautaires																
• Volet Hébergement	12 921 055 \$	34	0 \$	0	0 \$	0	12 921 055 \$	34	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Suivi dans la communauté	11 785 103 \$	30	0 \$	0	0 \$	0	11 785 103 \$	30	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Coûts marginaux	473 908 \$	23	0 \$	0	0 \$	0	473 908 \$	23	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Sensibilisation et conscientisation	2 862 444 \$	64	74 070 \$	1	0 \$	0	2 788 374 \$	63	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Financement supplémentaire COVID-19	1 250 000 \$	40	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	1 250 000 \$	40	0 \$	0
Total du Ministère	35 284 011 \$	190	74 070 \$	1	0 \$	0	27 968 441 \$	106	0	4 866 500 \$	1 125 000 \$	76	1 250 000 \$	40	0 \$	0
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)																
Soutien au Réseau MicroEntreprendre ¹	3 337 000 \$	18	3 337 000 \$	18	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	3 337 000 \$	18	3 337 000 \$	18	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)																
Programme NovaScience*																
• Volet Soutien aux organismes	1 916 168 \$	11	1 563 965 \$	10	0 \$	0	36 000 \$	1	0	316 203 \$	0 \$	10	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Soutien aux projets	621 157 \$	15	26 904 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0	594 253 \$	0 \$	15	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	2 537 325 \$	19	1 590 869 \$	10	0 \$	0	36 000 \$	1	0	910 456 \$	0 \$	19	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	5 874 325 \$	37	4 927 869 \$	28	0 \$	0	36 000 \$	1	0	910 456 \$	0 \$	19	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Éducation (Éducation)																
Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation																
• Volet Mission globale	29 973 385 \$	203	28 523 385 \$	203	1 450 000 \$	134	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Soutien par projet	945 000 \$	27	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	945 000 \$	0 \$	27	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	30 918 385 \$	204	28 523 385 \$	203	1 450 000 \$	134	0 \$	0	0	945 000 \$	0 \$	27	0 \$	0	0 \$	0
Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)																
Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir	9 026 486 \$	63	5 473 737 \$	58	3 284 269 \$	58	0 \$	0	0	225 073 \$	0 \$	18	43 407 \$	2	0 \$	0
Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances	5 333 442 \$	56	3 255 589 \$	56	1 897 853 \$	56	0 \$	0	0	0 \$	180 000 \$	8	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'assistance financière aux organismes nationaux de loisir	4 973 609 \$	24	2 699 761 \$	24	1 619 862 \$	24	405 500 \$	5	0	248 486 \$	0 \$	10	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien aux fédérations sportives québécoises	10 921 700 \$	58	6 826 064 \$	58	4 095 636 \$	58	0	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'assistance financière aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées	5 957 106 \$	10	1 245 641 \$	10	747 385 \$	10	0 \$	0	0	1 892 576 \$	0 \$	10	2 071 504 \$	9	0 \$	0
Autre SLS	24 743 630 \$	105	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	6 476 162 \$	0 \$	105	18 267 468 \$	68	0 \$	0
Total partiel	60 955 973 \$	239	19 500 792 \$	205	11 645 005 \$	205	405 500 \$	5	0	8 842 297 \$	180 000 \$	123	20 382 379 \$	79	0 \$	0

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.	
									Alternatifs	Complémentaires						
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)																
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes*	3 498 810 \$	69	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	3 498 810 \$	0 \$	69	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones*	399 083 \$	4	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	399 083 \$	0 \$	4	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence conjugale*	2 343 770 \$	32	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	2 343 770 \$	0 \$	32	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives visant à répondre aux besoins des femmes et des filles dans le contexte de la pandémie de COVID-19	1 562 516 \$	20	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	1 562 516 \$	20	0 \$	0
Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles*	428 987 \$	10	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	428 987 \$	0 \$	10	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	8 233 166 \$	119	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	6 670 650 \$	0 \$	110	1 562 516 \$	20	0 \$	0
Total du Ministère	100 107 524 \$	557	48 024 177 \$	408	13 095 005 \$	339	405 500 \$	5	16 457 947 \$	180 000 \$	209	21 944 895 \$	99	0 \$	0	
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques																
Programme Interactions communautaires du Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026*	257 165 \$	11	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	257 165 \$	0 \$	11	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien à la mission des conseils régionaux de l'environnement et du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement	3 550 000 \$	17	3 550 000 \$	17	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien à la mission des organismes environnementaux (PSMOE)	833 325 \$	8	833 325 \$	8	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien aux tables de concertation régionale	135 000 \$	5	135 000 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien régional aux enjeux de l'eau*	1 273 532 \$	28	490 000 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	783 532 \$	23	0 \$	0	0 \$	0
Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques* ²	6 023 513 \$	29	0 \$	0	0 \$	0	180 000 \$	1	1	5 843 513 \$	0 \$	29	0 \$	0	0 \$	0
Programme Action-Climat Québec	125 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	125 000 \$	0 \$	1	0 \$	0	0 \$	0
Autres	2 837 057 \$	27	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	2 837 057 \$	0 \$	27	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	15 034 592 \$	105	5 008 325 \$	30	0 \$	0	180 000 \$	1	9 062 735 \$	783 532 \$	82	0 \$	0	0 \$	0	
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration																
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration ³	46 056 138 \$	110	0 \$	0	0 \$	0	46 056 138 \$	110	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'appui aux collectivités*	2 870 846 \$	56	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	2 870 846 \$	0 \$	56	0 \$	0	0 \$	0
Programme Soutien à la mission	5 118 486 \$	36	5 118 486 \$	41	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	54 045 470 \$	124	5 118 486 \$	41	0 \$	0	46 056 138 \$	110	2 870 846 \$	0 \$	56	0 \$	0	0 \$	0	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)																
Fonds régions et ruralité - Volet 1*	548 646 \$	4	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	248 646 \$	0 \$	3	0 \$	0	300 000 \$	1
Total partiel	548 646 \$	4	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	248 646 \$	0 \$	3	0 \$	0	300 000 \$	1	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)																
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole* ⁴	1 160 500 \$	12	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	1 160 500 \$	0 \$	12	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	1 160 500 \$	12	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	1 160 500 \$	0 \$	12	0 \$	0	0 \$	0	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)																
Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation	5 250 000 \$	48	5 250 000 \$	48	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	5 250 000 \$	48	5 250 000 \$	48	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	
Total du Ministère	6 959 146 \$	64	5 250 000 \$	48	0 \$	0	0 \$	0	1 409 146 \$	0 \$	15	0 \$	0	300 000 \$	1	
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)																
Programme Relève et mise en valeur de la faune*	47 702 \$	6	3 060 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	44 642 \$	5	0 \$	0	0 \$	0
Autres Faune	111 500 \$	5	81 500 \$	4	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	30 000 \$	1	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	159 202 \$	11	84 560 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	74 642 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.	
									Alternatifs	Complémentaires						
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie																
Programme Québec sans frontières	933 731 \$	9	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	933 731 \$	0 \$	9	0 \$	0	0 \$	0
Appui à la mission de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale	604 000 \$	1	210 000 \$	1	0 \$	0	394 000 \$	1	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Programme québécois de développement international	882 311 \$	11	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	882 311 \$	0 \$	11	0 \$	0	0 \$	0
Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale																
• Volet 1 Soutien à la mission globale	17 910 \$	1	17 910 \$	1	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Plan de soutien aux organismes de coopération internationale	3 521 745 \$	29	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	3 521 745 \$	29	0 \$	0
Aide d'urgence hors programme	800 000 \$	5	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	800 000 \$	0 \$	5	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	6 759 697 \$	39	227 910 \$	2	0 \$	0	394 000 \$	1	0	2 616 042 \$	0 \$	18	3 521 745 \$	29	0 \$	0
Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)																
Ententes de service relatives au soutien communautaire des personnes accidentées de la route	5 255 720 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	5 255 720 \$	14	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	5 255 720 \$	14	0 \$	0	0 \$	0	5 255 720 \$	14	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)																
Programme d'appui aux organismes desservant les communautés d'expression anglaise*	4 537 045 \$	37	3 365 000 \$	31	0 \$	0	0 \$	0	0	1 172 045 \$	0 \$	30	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	4 537 045 \$	37	3 365 000 \$	31	0 \$	0	0 \$	0	0	1 172 045 \$	0 \$	30	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)																
Créneau carrefour jeunesse	18 323 383 \$	109	0 \$	0	0 \$	0	18 323 383 \$	109	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Stratégie d'action jeunesse*	12 899 168 \$	22	0 \$	0	0 \$	0	11 369 168 \$	21	0	1 530 000 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	31 222 551 \$	131	0 \$	0	0 \$	0	29 692 551 \$	130	0	1 530 000 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)																
Fonds d'initiatives autochtones III*																
• Volet Action communautaire	2 293 215 \$	17	2 293 215 \$	17	0 \$	0	0 \$	0	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Aide aux Autochtones en milieu urbain	5 985 816 \$	17	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	1 452 816 \$	0 \$	15	5 000 \$	1	4 528 000 \$	4
• Volet Développement économique	237 500 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	237 500 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Développement social	1 215 395 \$	12	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	953 356 \$	0 \$	11	262 039 \$	2	0 \$	0
Volet Projets ponctuels autochtones	3 016 702 \$	3	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0	16 702 \$	0 \$	2	0 \$	0	3 000 000 \$	1
Total partiel	12 748 628 \$	31	2 293 215 \$	17	0 \$	0	0 \$	0	0	2 660 374 \$	0 \$	23	267 039 \$	3	7 528 000 \$	4
Total du Ministère	48 508 224 \$	194	5 658 215 \$	48	0 \$	0	29 692 551 \$	130	0	5 362 419 \$	0 \$	55	267 039 \$	3	7 528 000 \$	4

Ministère ou organisme gouvernemental	Total 2020-2021	N ^{bre} total org. ^(III)	Mission globale	N ^{bre} org.	Mission globale COVID-19	N ^{bre} org.	Ententes de service	N ^{bre} org.	Projets		N ^{bre} org.	Projets COVID-19	N ^{bre} org.	Projets Immobilisations	N ^{bre} org.
									Alternatifs	Complémentaires					
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)															
Soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole															
• Volet Promotion des droits	34 272 128 \$	341	33 535 163 \$	341	736 965 \$	91	0 \$	0	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
• Soutien financier à des recherches et des études en lien avec la mise en oeuvre de la Politique gouvernementale	160 242 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	160 242 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
• Volet Soutien financier à des organismes multisectoriels confiés au SACAIS	1 174 787 \$	10	867 575 \$	10	7 212 \$	1	300 000 \$	1	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Soutien financier des corporations de développement communautaire	6 166 704 \$	66	5 863 579 \$	66	213 525 \$	25	89 600 \$	1	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Fonds québécois d'initiatives sociales* ⁵	369 202 \$	3	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	369 202 \$	0 \$	3	0 \$	0	0 \$	0
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires															
• Volet Action communautaire et action bénévole	244 500 \$	6	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	244 500 \$	0 \$	6	0 \$	0	0 \$	0
• Initiatives sociales	57 609 \$	2	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	57 609 \$	0 \$	2	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	42 445 172 \$	424	40 266 317 \$	417	957 702 \$	117	389 600 \$	2	831 553 \$	0 \$	11	0 \$	0	0 \$	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)															
Financement par le biais des ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés en employabilité dans le cadre des mesures actives d'emploi ⁶															
	237 879 425 \$	389	0 \$	0	0 \$	0	227 050 311 \$	388	0 \$	2 046 235 \$	30	8 782 878 \$	348	0 \$	0
Total partiel	237 879 425 \$	389	0 \$	0	0 \$	0	227 050 311 \$	388	0 \$	2 046 235 \$	30	8 782 878 \$	348	0 \$	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)															
Programme d'aide et d'accompagnement social PAAS Action*															
	3 529 534 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 529 534 \$	394	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total partiel	3 529 534 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	3 529 534 \$	394	0 \$	0 \$	0	0 \$	0	0 \$	0
Total du Ministère	283 854 131 \$	1 162	40 266 317 \$	417	957 702 \$	117	230 969 445 \$	752	831 553 \$	2 046 235 \$	41	8 782 878 \$	348	0 \$	0
TOTAL	1 525 489 202 \$	5308	798 632 485 \$	4438	15 571 143 \$	608	480 056 626 \$	1912	173 803 075 \$	4 791 836 \$	2694	44 425 338 \$	823	8 208 700 \$	19
	100,0 %		52,4 %		1,0 %		31,5 %		11,4 %	0,3 %		2,9 %		0,5 %	

NOTES AU TABLEAU 1.4

1. L'organisme Réseau québécois du crédit communautaire a changé de nom en 2017 pour Réseau MicroEntreprendre.
2. Le soutien financier inscrit pour la mesure Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements ne touche que 5 mesures d'un plan qui en compte 26.
3. Le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration verse la subvention du Programme d'accompagnement et de soutien à l'installation en trois tranches. La dernière tranche, soit 25 %, est versée après le 1^{er} avril et est un facteur qui explique les variations des montants versés année après année par ce programme.
4. Les projets d'infrastructures ne sont plus admissibles au Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole du Secrétariat à la région métropolitaine.
5. Mentionnons que le Fonds québécois d'initiatives sociales, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), a aussi versé des sommes à des organismes qui les ont redistribuées à d'autres organismes communautaires. Ces investissements ne sont pas considérés dans le présent document (ex. : Ville de Montréal).
6. Les mesures actives d'emploi du MTESS concernent les mesures « Services d'aide à l'emploi », « Projets de préparation à l'emploi », « Mesure de formation – Volet Entreprises d'entraînement » et « Initiative ciblée pour les travailleurs expérimentés ». Les données relatives au financement des organismes communautaires dans le cadre de ces mesures excluent la portion de la subvention accordée aux entreprises d'insertion servant à payer les salaires versés aux participants qui y travaillent.

2. MISSION GLOBALE : MOYENNE ET MÉDIANE



**2.1 SOUTIEN FINANCIER VERSÉ (MOYENNE ET MÉDIANE) EN APPUI À LA MISSION GLOBALE D'UN ORGANISME COMMUNAUTAIRE,
PAR MINISTÈRE ET ORGANISME GOUVERNEMENTAL, EN 2020-2021 ET 2021-2022**

Ministère ou organisme gouvernemental	Mission globale ¹ 2020-2021	Moyenne	Médiane	N ^{bre} org.	Ministère ou organisme gouvernemental	Mission globale ¹ 2021-2022	Moyenne	Médiane	N ^{bre} org.
Ministère de la Culture et des Communications	5 712 696 \$	37 095 \$	36 477 \$	154	Ministère de la Culture et des Communications	7 099 141 \$	49 705 \$	48 102 \$	152
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)	41 910 \$	8 382 \$	8 291 \$	5	Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)	41 910 \$	8 382 \$	8 291 \$	5
Ministère de la Famille	38 125 385 \$	131 922 \$	130 000 \$	289	Ministère de la Famille	37 223 913,00 \$	132 946 \$	132 229 \$	280
Ministère de la Justice	45 595 \$	45 595 \$	45 595 \$	1	Ministère de la Justice	40 000 \$	6 667 \$	5 000 \$	6
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux	640 066 970 \$	212 153 \$	145 470 \$	3017	Ministère de la Santé et des Services sociaux	690 908 723 \$	228 929 \$	153 388 \$	3018
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère de la Sécurité publique	74 070 \$	74 070 \$	74 070 \$	1	Ministère de la Sécurité publique	74 070 \$	74 070 \$	74 070 \$	1
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)	3 337 000 \$	185 389 \$	195 000 \$	18	Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)	3 513 750 \$	184 934 \$	195 000 \$	19
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)	1 590 869 \$	159 087 \$	138 412 \$	10	Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)	2 355 512 \$	235 551 \$	195 204 \$	10
Ministère de l'Éducation (Éducation)	28 523 385 \$	140 509 \$	123 711 \$	203	Ministère de l'Éducation (Éducation)	28 703 385 \$	140 703 \$	123 809 \$	204
Ministère de l'Éducation (Loisir et sport) ²	19 500 792 \$	95 126 \$	86 226 \$	205	Ministère de l'Éducation (Loisir et sport) ²	24 770 262 \$	121 423 \$	112 037 \$	204
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatique (Environnement) ²	5 008 325 \$	166 944 \$	200 000 \$	30	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatique (Environnement) ²	23 169 440 \$	326 330 \$	364 250 \$	71
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	5 118 486 \$	124 841 \$	115 000 \$	41	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	5 331 902 \$	130 046 \$	125 000 \$	41
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)	5 250 000 \$	109 375 \$	100 000 \$	48	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)	6 305 000 \$	134 149 \$	130 000 \$	47
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune) ²	84 560 \$	16 912 \$	20 000 \$	5	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)	121 000 \$	20 167 \$	20 000 \$	6
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie ²	227 910 \$	113 955 \$	113 955 \$	2	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie ²	4 447 538 \$	177 902 \$	115 000 \$	25
Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)	3 365 000 \$	108 548 \$	75 000 \$	31	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)	4 495 018 \$	172 885 \$	162 775 \$	26
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)	2 293 215 \$	134 895 \$	130 000 \$	17	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)	2 160 000 \$	135 000 \$	130 000 \$	16
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire) ²	40 266 317 \$	96 562 \$	91 317 \$	417	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire) ²	63 538 514 \$	120 566 \$	96 636 \$	527
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)	- \$	- \$	- \$	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)	- \$	- \$	- \$	0	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)	- \$	- \$	- \$	0
Total sans doublons	798 632 485 \$	179 953 \$	130 000 \$	4438³	Total sans doublons	904 299 078 \$	273 170 \$	124 405 \$	4597

1. Le financement versé en mission globale COVID-19 a été exclu de ces calculs – à l'exception du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'année 2020-2021, pour qui il n'a pas été possible de départager les sommes d'urgence versées en raison de la crise sanitaire de COVID-19.

2. Ministère qui soutient la mission globale d'organismes à l'aide de plusieurs programmes.

3. Explication de l'écart entre le nombre total d'organismes inscrits dans cette cellule et l'addition de ceux de la colonne « N^{bre} org. » : les organismes rattachés à deux ministères (double appartenance) ont été retirés du total d'organismes inscrits, ce qui explique pourquoi l'addition des organismes de la colonne « Nbre org. » donne un résultat supérieur au nombre total d'organismes inscrits dans le bas de la colonne.

3. RÉPARTITION RÉGIONALE DU SOUTIEN FINANCIER



RÉPARTITION RÉGIONALE DU SOUTIEN FINANCIER

Le graphique 3.1 de la page 44 présente le soutien financier gouvernemental versé par région administrative en 2021-2022.

Le tableau 3.2 de la page 45 présente la liste des sigles des ministères ou organismes gouvernementaux utilisés dans le tableau 3.4, portant sur la ventilation par région. Il s'agit de ceux qui étaient en vigueur au 31 mars 2022.

Le tableau 3.3 de la page 46 présente la liste des régions administratives du Québec incluses dans l'*État de situation*.

Le tableau 3.4 de la page 47 présente la répartition régionale du soutien financier gouvernemental en 2021-2022, ainsi que le nombre d'organismes d'action communautaire soutenus, regroupée par mission gouvernementale. Certaines précisions paraissent à la section Notes au tableau 3.4 de la page 49.

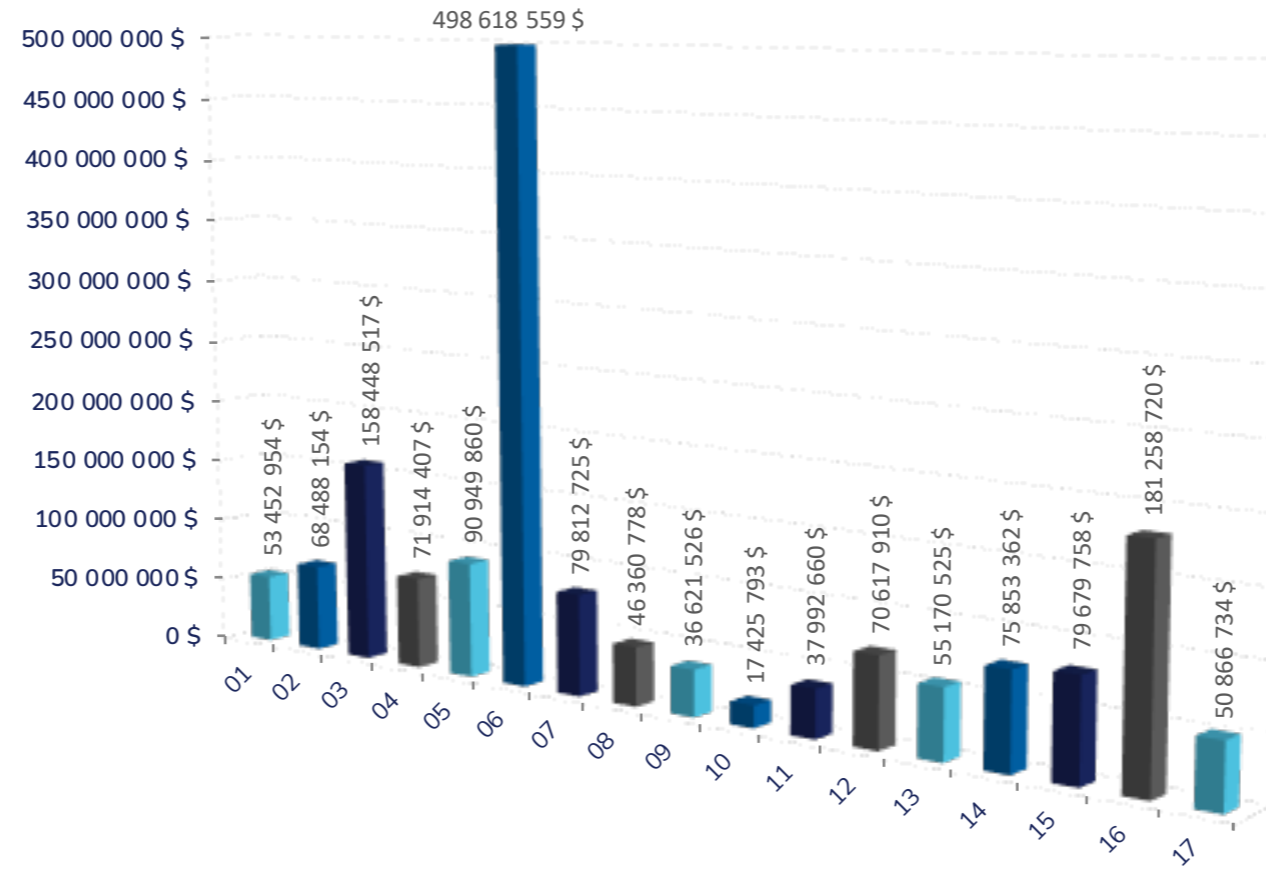
Le tableau 3.5 de la page 50 présente la répartition régionale du soutien financier gouvernemental en 2020-2021, ainsi que le nombre d'organismes d'action communautaire soutenus, regroupée par mission gouvernementale. Certaines précisions paraissent à la section Notes au tableau 3.5 de la page 52.

Pour connaître le soutien financier par région pour les années antérieures, consulter le document Répartition régionale du soutien financier gouvernemental en action communautaire, période de 2012-2013 à 2021-2022, sur le site Web du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/sacais/soutien-financier/action-communautaire/etat-situation.asp>.

3.1 SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2021-2022, RÉPARTITION RÉGIONALE (HISTOGRAMME)

Soutien total en 2021-2022 : 1 673 532 944 \$



3.2 SIGLES UTILISÉS DANS LES TABLEAUX DE VENTILATION PAR RÉGION

MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MCC	Ministère de la Culture et des Communications	MJQ	Ministère de la Justice du Québec
MCE	Ministère du Conseil exécutif	MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
MEI	Ministère de l'Économie et de l'Innovation	MSP	Ministère de la Sécurité publique
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	MSSS	Ministère de de la Santé et des Services sociaux
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec	MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFA	Ministère de la Famille	MTQ	Ministère des Transports du Québec
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs		

3.3 LISTE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES¹

1	Bas-Saint-Laurent	10	Nord-du-Québec
2	Saguenay–Lac-Saint-Jean	11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
3	Capitale-Nationale	12	Chaudière-Appalaches
4	Mauricie	13	Laval
5	Estrie	14	Lanaudière
6	Montréal	15	Laurentides
7	Outaouais	16	Montérégie
8	Abitibi-Témiscamingue	17	Centre-du-Québec
9	Côte-Nord		

1. Le découpage géographique utilisé dans le présent document est celui des régions administratives, lequel est différent de celui des régions sociosanitaires utilisé par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Les principales différences entre ces découpages sont les suivantes :

- les régions administratives de la Mauricie (04) et du Centre-du-Québec (17) ne forment qu'une seule région sociosanitaire (04);
- la région administrative du Nord-du-Québec (10) est divisé en trois régions sociosanitaires, soit le Nord-du-Québec (10), le Nunavik (17) et les Terres-Cries-de-la-Baie-James (18);
- le découpage des régions administratives de l'Estrie (05) et de la Montérégie (16) diffère de celui des régions sociosanitaires depuis 2015.

Par ailleurs, le financement indiqué pour une région peut inclure des montants d'une autre région, notamment pour les régions suivantes :

- Capitale-Nationale (03) et Chaudières-Appalaches (12);
- Mauricie (04) et Centre-du-Québec (17);
- Montréal (06) et Laval (13);
- Côte-Nord (09) et Nord-du-Québec 10.

3.4 RÉPARTITION RÉGIONALE DU NOMBRE D'ORGANISMES ET DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2021-2022

RÉGIONS																		
Missions gouvernementales	Région 01	Région 02	Région 03	Région 04	Région 05	Région 06	Région 07	Région 08	Région 09	Région 10	Région 11	Région 12	Région 13	Région 14	Région 15	Région 16	Région 17	Total
MAMH (Régions)	-----	1 50 000 \$	-----	-----	1 40 000 \$	-----	1 450 000 \$	1 218 359 \$	-----	1 100 000 \$	-----	2 88 327 \$	1 253 828 \$	1 400 000 \$	7 338 900 \$	-----	-----	16 1 939 414 \$
MAMH (Secrétariat à la région métropolitaine)	-----	-----	1 35 000 \$	-----	-----	15 812 104 \$	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	16 847 104 \$
MAMH (Société d'habitation du Québec)	2 365 000 \$	6 555 000 \$	6 730 000 \$	2 300 000 \$	2 300 000 \$	12 1 650 000 \$	4 480 000 \$	1 135 000 \$	1 120 000 \$	-----	1 130 000 \$	2 250 000 \$	2 245 000 \$	2 180 000 \$	-----	7 815 000 \$	2 315 000 \$	52 6 570 000 \$
MCC (Conseil des arts et des lettres du Québec)	-----	1 8 291 \$	1 7 520 \$	-----	1 11 030 \$	1 5 543 \$	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	1 9 526 \$	5 41 910 \$
MCC (Culture et communications)	11 660 865 \$	7 332 062 \$	15 1 375 982 \$	6 425 170 \$	25 1 224 252 \$	16 3 001 083 \$	7 452 515 \$	13 628 205 \$	12 1 077 151 \$	3 327 110 \$	14 908 199 \$	15 774 637 \$	2 103 874 \$	6 383 809 \$	10 481 031 \$	15 996 481 \$	7 285 809 \$	184 13 438 236 \$
MCE (Secrétariat à la jeunesse)	7 1 031 250 \$	3 546 000 \$	16 10 146 955 \$	6 962 050 \$	7 1 116 600 \$	30 6 973 341 \$	5 875 150 \$	5 764 600 \$	3 490 266 \$	1 187 500 \$	5 826 500 \$	9 1 451 266 \$	1 238 500 \$	5 891 150 \$	8 1 280 733 \$	16 2 511 050 \$	4 612 900 \$	131 30 905 811 \$
MCE (Secrétariat aux affaires autochtones)	-----	2 567 927 \$	5 906 784 \$	4 767 356 \$	-----	13 2 074 313 \$	1 317 000 \$	4 1 189 248 \$	1 230 000 \$	3 155 000 \$	-----	-----	-----	1 235 000 \$	-----	1 250 000 \$	-----	35 6 692 628 \$
MCE (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)	2 353 900 \$	-----	4 1 019 991 \$	-----	5 342 218 \$	17 1 778 038 \$	1 279 046 \$	-----	2 477 530 \$	-----	4 498 736 \$	1 140 800 \$	1 150 940 \$	1 229 200 \$	1 303 800 \$	7 942 687 \$	1 116 458 \$	47 6 633 344 \$
MEI (Développement économique)	2 370 500 \$	1 195 000 \$	2 390 000 \$	1 195 000 \$	1 195 000 \$	2 390 000 \$	1 195 000 \$	-----	1 156 750 \$	-----	1 175 500 \$	1 195 000 \$	1 175 500 \$	1 130 500 \$	2 390 000 \$	1 195 000 \$	1 165 000 \$	19 3 513 750 \$
MEI (Innovation et Exportation)	1 183 045 \$	1 204 319 \$	1 209 405 \$	1 296 697 \$	1 231 131 \$	9 1 550 258 \$	1 164 390 \$	1 182 689 \$	1 164 860 \$	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	17 3 186 794 \$
MELCC (Environnement)	6 1 982 000 \$	5 1 383 132 \$	16 6 393 219 \$	7 1 881 175 \$	9 1 764 750 \$	18 4 743 155 \$	2 776 265 \$	4 1 193 462 \$	4 1 509 250 \$	-----	4 1 277 145 \$	5 1 901 547 \$	1 400 000 \$	4 1 497 792 \$	5 1 988 875 \$	8 1 738 658 \$	3 1 224 244 \$	101 31 654 670 \$
MEQ (Éducation)	8 1 406 610 \$	11 1 664 177 \$	21 3 269 968 \$	9 1 626 621 \$	10 1 522 268 \$	59 12 775 828 \$	9 1 413 126 \$	5 931 634 \$	3 373 404 \$	1 143 562 \$	6 811 810 \$	10 1 978 006 \$	4 980 277 \$	11 2 112 980 \$	8 1 357 936 \$	26 4 403 392 \$	5 851 786 \$	206 37 623 385 \$
MEQ (Loisir et sport)	4 270 533 \$	3 647 480 \$	24 3 799 601 \$	9 1 252 895 \$	9 1 055 758 \$	108 23 585 260 \$	7 638 386 \$	2 457 362 \$	2 313 226 \$	-----	3 270 296 \$	3 789 659 \$	6 1 399 876 \$	8 1 391 832 \$	5 1 089 226 \$	10 2 082 702 \$	8 1 260 953 \$	211 40 305 045 \$
MEQ (Secrétariat à la condition féminine)	3 110 000 \$	7 345 892 \$	20 1 290 068 \$	10 1 190 710 \$	7 438 780 \$	45 2 486 171 \$	9 713 686 \$	6 1 031 846 \$	4 240 200 \$	2 180 432 \$	5 282 082 \$	4 244 000 \$	3 227 000 \$	6 225 539 \$	7 453 052 \$	14 836 913 \$	7 313 674 \$	159 10 610 045 \$
MFA (Famille)	15 2 169 400 \$	16 2 218 252 \$	43 4 026 945 \$	15 1 697 795 \$	24 2 837 823 \$	110 10 837 312 \$	25 3 258 022 \$	7 1 098 404 \$	11 1 723 948 \$	4 645 395 \$	11 1 139 519 \$	21 2 070 523 \$	15 1 863 420 \$	22 2 308 950 \$	24 2 791 646 \$	58 7 149 391 \$	18 1 802 952 \$	439 49 639 697 \$

RÉGIONS																		
Missions gouvernementales	Région 01	Région 02	Région 03	Région 04	Région 05	Région 06	Région 07	Région 08	Région 09	Région 10	Région 11	Région 12	Région 13	Région 14	Région 15	Région 16	Région 17	Total
MFFP (Faune)	2 34 434 \$	-----	1 18 825 \$	-----	-----	4 71 636 \$	-----	-----	1 20 000 \$	-----	1 20 000 \$	-----	1 22 500 \$	1 6 737 \$	-----	2 65 000 \$	1 13 500 \$	14 272 632 \$
MIFI (Immigration, Francisation et Intégration)	6 1 705 300 \$	4 842 614 \$	13 4 842 975 \$	5 2 564 990 \$	8 3 790 354 \$	43 28 966 780 \$	8 2 226 019 \$	5 1 232 683 \$	3 553 239 \$	1 243 397 \$	3 401 189 \$	9 3 230 670 \$	8 1 566 163 \$	7 1 689 427 \$	6 1 730 916 \$	12 5 194 669 \$	5 2 416 628 \$	146 63 198 013 \$
MJQ (Justice)	6 2 260 238 \$	8 2 906 210 \$	12 7 064 333 \$	15 3 039 676 \$	6 2 587 207 \$	54 13 881 832 \$	7 2 934 048 \$	7 2 428 896 \$	7 2 631 770 \$	-----	7 1 483 838 \$	5 165 964 \$	2 2 062 480 \$	9 2 167 450 \$	8 2 393 936 \$	11 4 693 212 \$	6 1 891 673 \$	170 54 592 762 \$
MJQ (Office de la protection du consommateur)	3 79 280 \$	7 75 670 \$	4 43 240 \$	3 32 430 \$	4 72 350 \$	4 84 690 \$	1 30 810 \$	-----	3 32 430 \$	-----	-----	2 46 620 \$	1 10 810 \$	1 10 810 \$	1 10 810 \$	1 10 810 \$	2 21 620 \$	37 562 380 \$
MRIF (Relations internationales)	1 60 000 \$	1 275 000 \$	5 1 092 043 \$	1 230 000 \$	1 452 900 \$	19 4 587 202 \$	1 400 000 \$	-----	-----	-----	-----	-----	1 98 751 \$	1 310 000 \$	1 80 000 \$	2 376 995 \$	1 115 000 \$	35 8 077 891 \$
MSP (Sécurité publique)	12 1 654 544 \$	9 1 768 707 \$	25 5 143 575 \$	10 1 836 739 \$	14 3 310 808 \$	42 10 430 187 \$	6 1 503 913 \$	5 1 043 778 \$	9 974 692 \$	1 75 000 \$	8 90 916 \$	9 1 647 150 \$	6 1 231 372 \$	14 2 341 716 \$	6 1 696 264 \$	20 2 156 590 \$	8 526 404 \$	203 37 432 354 \$
MSSS (Aînés)	18 528 506 \$	19 729 999 \$	37 2 496 971 \$	10 423 982 \$	25 1 058 876 \$	86 5 188 965 \$	14 591 886 \$	7 508 052 \$	7 292 132 \$	1 51 000 \$	16 853 715 \$	19 1 015 693 \$	14 642 906 \$	15 737 945 \$	13 467 989 \$	44 1 748 968 \$	13 595 517 \$	355 17 933 102 \$
MSSS (Office des personnes handicapées du Québec)	1 8 665 \$	-----	6 162 099 \$	2 59 990 \$	-----	4 99 802 \$	1 29 828 \$	1 13 590 \$	-----	-----	1 9 400 \$	1 27 500 \$	1 30 000 \$	2 44 000 \$	-----	3 69 260 \$	-----	23 554 134 \$
MSSS (Santé et Services sociaux)	134 28 245 250 \$	228 41 437 037 \$	284 78 889 434 \$	146 38 093 504 \$	224 49 645 576 \$	797 262 101 989 \$	169 49 952 786 \$	148 26 272 697 \$	109 21 016 549 \$	52 14 385 766 \$	107 22 602 685 \$	175 42 529 266 \$	93 33 160 136 \$	201 44 480 079 \$	175 42 548 521 \$	398 101 453 013 \$	119 29 614 838 \$	3559 926 429 126 \$
MTESS (Action communautaire)	25 3 193 647 \$	29 3 172 503 \$	43 5 526 316 \$	30 3 739 517 \$	44 5 328 376 \$	139 20 948 504 \$	19 2 491 731 \$	19 2 605 999 \$	10 1 305 411 \$	3 437 976 \$	11 1 835 541 \$	26 4 024 848 \$	8 911 864 \$	23 3 604 932 \$	24 3 334 702 \$	60 8 554 054 \$	20 2 617 412 \$	533 73 633 333 \$
MTESS (Emploi)	17 6 520 999 \$	14 8 078 720 \$	36 18 694 291 \$	18 10 679 596 \$	24 13 295 866 \$	127 76 597 218 \$	16 9 253 394 \$	10 4 060 995 \$	8 2 734 512 \$	3 486 780 \$	11 4 087 497 \$	27 7 946 686 \$	15 9 271 803 \$	17 10 158 136 \$	19 16 575 217 \$	45 34 187 647 \$	11 6 030 120 \$	415 238 659 476 \$
MTESS (Solidarité sociale)	15 48 450 \$	18 126 600 \$	26 264 200 \$	18 160 100 \$	17 124 500 \$	83 1 199 910 \$	6 197 225 \$	22 68 475 \$	4 5 950 \$	3 6 875 \$	6 44 837 \$	20 99 748 \$	13 123 525 \$	24 91 100 \$	27 180 700 \$	44 341 375 \$	12 65 720 \$	358 3 149 290 \$
MTQ (Société de l'assurance automobile du Québec)	1 210 538 \$	1 357 562 \$	1 608 778 \$	1 458 414 \$	1 203 436 \$	2 1 797 438 \$	1 188 499 \$	1 294 805 \$	1 178 256 \$	-----	1 243 255 \$	-----	-----	1 224 277 \$	1 185 505 \$	1 485 853 \$	-----	14 5 436 618 \$
Total	216 53 452 954 \$	303 68 488 154 \$	466 158 448 517 \$	234 71 914 407 \$	348 90 949 860 \$	1281 498 618 559 \$	235 79 812 725 \$	200 46 360 778 \$	159 36 621 526 \$	63 17 425 793 \$	160 37 992 660 \$	253 70 617 910 \$	133 55 170 525 \$	274 75 853 362 \$	254 79 679 758 \$	587 181 258 720 \$	185 50 866 734 \$	5342 1 673 532 944 \$

NOTES AU TABLEAU 3.4

1. Le calcul des investissements se fait sur la base du lieu de siège social de l'organisme et ne prend pas en compte la couverture de plusieurs régions par le même organisme.
2. Au total octroyé par le Secrétariat à la jeunesse en 2021-2022, s'ajoute 2 021 517 \$ versés à 25 organismes communautaires dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures jeunesse. Ces données n'ont pas été saisies au Portail partenaires de l'intervention gouvernementale auprès des organismes communautaires.
3. Mentionnons que le Fonds québécois d'initiatives sociales a versé des sommes à des organismes qui les ont redistribuées à d'autres organismes communautaires. Ces investissements ne sont pas considérés dans le présent document (ex. : Ville de Montréal).
4. Les données relatives au financement des organismes communautaires dans le cadre des mesures actives d'emploi du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale excluent la subvention accordée aux entreprises d'insertion servant à payer les salaires versés aux participants qui y travaillent. Toutefois, elles incluent des contributions salariales versées aux participants aux projets ponctuels qui, dans la plupart des cas, représentent plus de 50 % du montant financé.
5. Un organisme peut être compté plus d'une fois, puisqu'il peut recevoir du soutien financier de plus d'un ministère ou de plus d'un organisme gouvernemental, et ce, dans plus d'une région, en vertu de plus d'un programme et selon plus d'un mode. Toutefois, le nombre d'organismes inscrits à chacun des totaux par région et par ministère ou organisme gouvernemental correspond au nombre réel d'organismes différents subventionnés.

3.5 RÉPARTITION RÉGIONALE DU NOMBRE D'ORGANISMES ET DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL 2020-2021

RÉGIONS																		
Missions gouvernementales	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	Total
MAMH (Régions)	-----	-----	-----	-----	-----	-----	2 ----- 353 692 \$	-----	-----	-----	-----	-----	2 ----- 194 954 \$	-----	-----	-----	-----	4 ----- 548 646 \$
MAMH (Secrétariat à la région métropolitaine)	-----	-----	-----	-----	-----	12 ----- 1 160 500 \$	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	12 ----- 1 160 500 \$
MAMH (Société d'habitation du Québec)	2 ----- 240 000 \$	5 ----- 540 000 \$	6 ----- 650 000 \$	2 ----- 220 000 \$	2 ----- 250 000 \$	8 ----- 910 000 \$	5 ----- 520 000 \$	1 ----- 100 000 \$	1 ----- 100 000 \$	-----	1 ----- 100 000 \$	2 ----- 210 000 \$	2 ----- 250 000 \$	1 ----- 100 000 \$	-----	8 ----- 800 000 \$	2 ----- 260 000 \$	48 ----- 5 250 000 \$
MCC (Conseil des arts et des lettres du Québec)	-----	1 ----- 8 291 \$	1 ----- 7 520 \$	-----	1 ----- 11 030 \$	1 ----- 5 543 \$	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	1 ----- 9 526 \$	5 ----- 41 910 \$
MCC (Culture et communications)	10 ----- 431 423 \$	5 ----- 213 679 \$	12 ----- 848 468 \$	4 ----- 241 201 \$	19 ----- 608 910 \$	13 ----- 1 103 238 \$	4 ----- 347 962 \$	13 ----- 466 574 \$	13 ----- 894 993 \$	3 ----- 212 128 \$	12 ----- 682 730 \$	15 ----- 558 749 \$	1 ----- 39 001 \$	4 ----- 243 702 \$	7 ----- 295 805 \$	15 ----- 991 713 \$	6 ----- 200 508 \$	156 ----- 8 380 784 \$
MCE (Secrétariat à la jeunesse)	7 ----- 1 014 500 \$	3 ----- 535 000 \$	17 ----- 9 394 659 \$	6 ----- 899 337 \$	6 ----- 930 901 \$	30 ----- 8 300 127 \$	4 ----- 704 206 \$	5 ----- 755 663 \$	3 ----- 445 580 \$	1 ----- 183 500 \$	5 ----- 789 176 \$	9 ----- 1 422 724 \$	1 ----- 229 500 \$	5 ----- 872 748 \$	8 ----- 1 256 300 \$	17 ----- 2 887 363 \$	4 ----- 601 267 \$	131 ----- 31 222 551 \$
MCE (Secrétariat aux affaires autochtones)	-----	2 ----- 390 000 \$	5 ----- 1 142 156 \$	2 ----- 542 000 \$	-----	13 ----- 4 813 470 \$	1 ----- 458 000 \$	3 ----- 808 002 \$	1 ----- 830 000 \$	2 ----- 145 000 \$	-----	-----	-----	1 ----- 3 370 000 \$	-----	1 ----- 250 000 \$	-----	31 ----- 12 748 628 \$
MCE (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)	1 ----- 70 940 \$	-----	3 ----- 687 940 \$	-----	4 ----- 254 394 \$	12 ----- 1 896 430 \$	2 ----- 157 920 \$	1 ----- 125 000 \$	2 ----- 291 880 \$	-----	3 ----- 295 860 \$	1 ----- 80 940 \$	1 ----- 75 000 \$	1 ----- 80 940 \$	1 ----- 167 920 \$	4 ----- 280 940 \$	1 ----- 70 940 \$	37 ----- 4 537 045 \$
MEI (Développement économique)	2 ----- 370 500 \$	1 ----- 195 000 \$	2 ----- 390 000 \$	1 ----- 195 000 \$	1 ----- 195 000 \$	2 ----- 390 000 \$	1 ----- 195 000 \$	-----	1 ----- 130 500 \$	-----	1 ----- 175 500 \$	1 ----- 195 000 \$	1 ----- 195 000 \$	-----	2 ----- 370 500 \$	1 ----- 195 000 \$	1 ----- 145 000 \$	18 ----- 3 337 000 \$
MEI (Innovation et Exportation)	1 ----- 160 212 \$	1 ----- 157 459 \$	1 ----- 180 769 \$	1 ----- 168 357 \$	1 ----- 167 174 \$	9 ----- 1 241 509 \$	2 ----- 141 656 \$	1 ----- 178 329 \$	1 ----- 127 473 \$	-----	-----	-----	1 ----- 14 387 \$	-----	-----	-----	-----	19 ----- 2 537 325 \$
MELCC (Environnement)	4 ----- 422 561 \$	4 ----- 577 823 \$	18 ----- 3 863 714 \$	6 ----- 625 094 \$	7 ----- 497 970 \$	22 ----- 5 310 522 \$	3 ----- 269 015 \$	3 ----- 341 773 \$	4 ----- 655 833 \$	-----	4 ----- 368 645 \$	4 ----- 341 448 \$	3 ----- 260 000 \$	5 ----- 299 321 \$	5 ----- 315 455 \$	11 ----- 478 508 \$	2 ----- 406 910 \$	105 ----- 15 034 592 \$
MEQ (Éducation)	8 ----- 1 033 566 \$	11 ----- 1 335 065 \$	21 ----- 2 739 561 \$	9 ----- 1 335 539 \$	6 ----- 806 373 \$	58 ----- 10 524 220 \$	9 ----- 1 229 400 \$	5 ----- 750 582 \$	3 ----- 357 545 \$	1 ----- 142 426 \$	6 ----- 688 722 \$	10 ----- 1 598 289 \$	4 ----- 787 486 \$	11 ----- 1 628 483 \$	8 ----- 1 152 898 \$	29 ----- 4 057 972 \$	5 ----- 750 258 \$	204 ----- 30 918 385 \$
MEQ (Loisir et sport)	4 ----- 308 252 \$	4 ----- 733 665 \$	25 ----- 9 113 222 \$	10 ----- 1 626 060 \$	9 ----- 950 595 \$	118 ----- 37 826 522 \$	8 ----- 809 043 \$	2 ----- 505 727 \$	3 ----- 388 880 \$	-----	6 ----- 360 309 \$	4 ----- 1 115 125 \$	7 ----- 1 907 842 \$	11 ----- 1 117 387 \$	8 ----- 1 430 267 \$	11 ----- 1 278 696 \$	9 ----- 1 484 381 \$	239 ----- 60 955 973 \$
MEQ (Secrétariat à la condition féminine)	2 ----- 84 000 \$	6 ----- 395 020 \$	14 ----- 624 522 \$	6 ----- 646 789 \$	6 ----- 373 667 \$	35 ----- 2 768 666 \$	5 ----- 322 458 \$	5 ----- 363 497 \$	1 ----- 260 000 \$	2 ----- 208 200 \$	4 ----- 109 917 \$	3 ----- 259 720 \$	3 ----- 237 300 \$	5 ----- 285 748 \$	6 ----- 242 871 \$	13 ----- 768 445 \$	3 ----- 282 346 \$	119 ----- 8 233 166 \$
MFA (Famille)	14 ----- 1 876 326 \$	14 ----- 2 213 646 \$	32 ----- 4 025 268 \$	12 ----- 1 470 810 \$	17 ----- 1 957 598 \$	98 ----- 11 103 339 \$	21 ----- 3 273 207 \$	7 ----- 1 144 588 \$	10 ----- 1 667 008 \$	4 ----- 629 797 \$	10 ----- 1 069 722 \$	11 ----- 1 752 792 \$	13 ----- 1 918 500 \$	14 ----- 2 193 269 \$	21 ----- 2 671 791 \$	63 ----- 7 998 578 \$	15 ----- 1 789 085 \$	376 ----- 48 755 323 \$

RÉGIONS																		
Missions gouvernementales	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	Total
MFFP (Faune)	2 12 490 \$	-----	1 13 478 \$	-----	-----	3 73 913 \$	-----	-----	1 24 000 \$	-----	-----	-----	1 7 500 \$	1 3 060 \$	-----	1 20 000 \$	1 4 761 \$	11 159 202 \$
MIFI (Immigration, Francisation et Intégration)	4 829 723 \$	4 705 100 \$	9 3 517 038 \$	5 1 838 728 \$	3 2 094 871 \$	40 29 001 166 \$	7 1 605 628 \$	6 981 505 \$	3 369 082 \$	-----	3 333 058 \$	9 2 245 459 \$	5 1 120 704 \$	4 1 044 011 \$	3 932 314 \$	13 5 580 971 \$	6 1 846 112 \$	124 54 045 470 \$
MJQ (Justice)	4 2 453 750 \$	7 2 459 001 \$	8 5 453 363 \$	11 2 362 078 \$	5 1 848 105 \$	43 12 799 939 \$	5 2 492 387 \$	5 1 940 653 \$	2 1 688 496 \$	1 105 000 \$	5 1 235 405 \$	4 117 400 \$	5 2 119 490 \$	8 1 878 449 \$	5 2 018 954 \$	8 3 826 996 \$	6 1 361 015 \$	132 46 160 482 \$
MJQ (Office de la protection du consommateur)	3 44 430 \$	7 85 070 \$	4 43 240 \$	3 39 320 \$	3 32 430 \$	5 86 740 \$	1 10 810 \$	-----	3 50 892 \$	-----	-----	2 31 070 \$	1 10 810 \$	1 22 810 \$	1 10 810 \$	2 36 620 \$	2 27 900 \$	38 532 952 \$
MRIF (Relations internationales)	1 77 910 \$	1 325 000 \$	4 681 298 \$	1 120 000 \$	1 325 000 \$	22 4 279 808 \$	-----	1 40 000 \$	-----	-----	-----	-----	-----	2 365 000 \$	2 227 483 \$	3 195 632 \$	1 122 566 \$	39 6 759 697 \$
MSP (Sécurité publique)	12 1 596 266 \$	9 1 981 260 \$	24 4 528 385 \$	10 1 744 118 \$	9 1 273 347 \$	35 9 526 731 \$	6 1 293 302 \$	5 1 043 636 \$	8 926 364 \$	1 74 987 \$	7 135 936 \$	8 1 562 072 \$	7 1 309 476 \$	14 2 357 413 \$	6 1 637 902 \$	22 3 848 456 \$	8 444 358 \$	190 35 284 011 \$
MSSS (Aînés)	12 296 141 \$	15 780 168 \$	28 1 968 794 \$	12 517 028 \$	14 963 433 \$	71 4 569 235 \$	14 764 083 \$	6 353 140 \$	6 294 199 \$	1 50 000 \$	14 561 720 \$	19 885 775 \$	13 698 675 \$	13 752 987 \$	14 621 587 \$	44 1 863 611 \$	11 641 030 \$	303 16 581 606 \$
MSSS (Office des personnes handicapées du Québec)	-----	-----	3 81 806 \$	2 52 000 \$	-----	14 283 528 \$	-----	-----	-----	-----	-----	1 30 000 \$	1 30 000 \$	-----	-----	4 76 830 \$	-----	25 554 164 \$
MSSS (Santé et Services sociaux)	132 27 224 098 \$	228 38 345 741 \$	276 69 381 865 \$	148 36 905 592 \$	153 34 404 239 \$	793 214 844 818 \$	166 43 968 704 \$	133 24 049 082 \$	105 19 817 624 \$	50 16 650 078 \$	106 21 762 232 \$	177 40 199 587 \$	93 31 483 937 \$	191 41 881 911 \$	175 40 972 142 \$	462 111 607 802 \$	121 29 140 488 \$	3509 842 639 940 \$
MTESS (Action communautaire)	18 1 495 513 \$	26 2 187 488 \$	35 3 354 662 \$	24 2 365 127 \$	30 2 653 529 \$	122 15 021 692 \$	14 1 180 934 \$	15 1 252 480 \$	7 631 525 \$	2 169 680 \$	7 707 730 \$	16 1 508 179 \$	7 703 171 \$	18 1 673 434 \$	16 1 413 652 \$	51 4 619 318 \$	16 1 507 058 \$	424 42 445 172 \$
MTESS (Emploi)	16 7 745 353 \$	14 8 772 596 \$	34 16 207 441 \$	19 9 978 685 \$	13 9 182 863 \$	115 75 254 478 \$	15 8 217 762 \$	9 4 473 704 \$	8 3 043 701 \$	4 838 321 \$	10 4 431 823 \$	26 9 838 309 \$	13 9 177 090 \$	17 10 213 325 \$	19 15 876 038 \$	49 38 512 965 \$	11 6 114 972 \$	389 237 879 425 \$
MTESS (Solidarité sociale)	21 66 900 \$	17 154 700 \$	27 297 500 \$	20 198 200 \$	17 104 925 \$	86 1 322 591 \$	6 212 775 \$	22 74 195 \$	5 6 650 \$	2 6 550 \$	9 50 033 \$	23 121 791 \$	15 124 875 \$	27 108 750 \$	29 183 350 \$	54 410 300 \$	14 85 449 \$	394 3 529 534 \$
MTQ (Société de l'assurance automobile du Québec)	1 210 538 \$	1 338 362 \$	1 572 129 \$	1 458 414 \$	1 195 627 \$	2 1 717 312 \$	1 188 499 \$	1 274 450 \$	1 177 480 \$	-----	1 230 373 \$	-----	-----	1 224 277 \$	1 182 404 \$	1 485 853 \$	-----	14 5 255 720 \$
Total	211 48 065 392 \$	299 63 429 135 \$	456 139 768 798 \$	234 64 549 478 \$	250 60 081 982 \$	1275 456 136 037 \$	236 68 716 443 \$	197 40 022 579 \$	159 33 179 705 \$	60 19 415 667 \$	162 34 088 890 \$	256 64 074 429 \$	134 52 894 698 \$	267 70 717 026 \$	258 71 980 443 \$	678 191 072 570 \$	186 47 295 929 \$	5308 1 525 489 202 \$

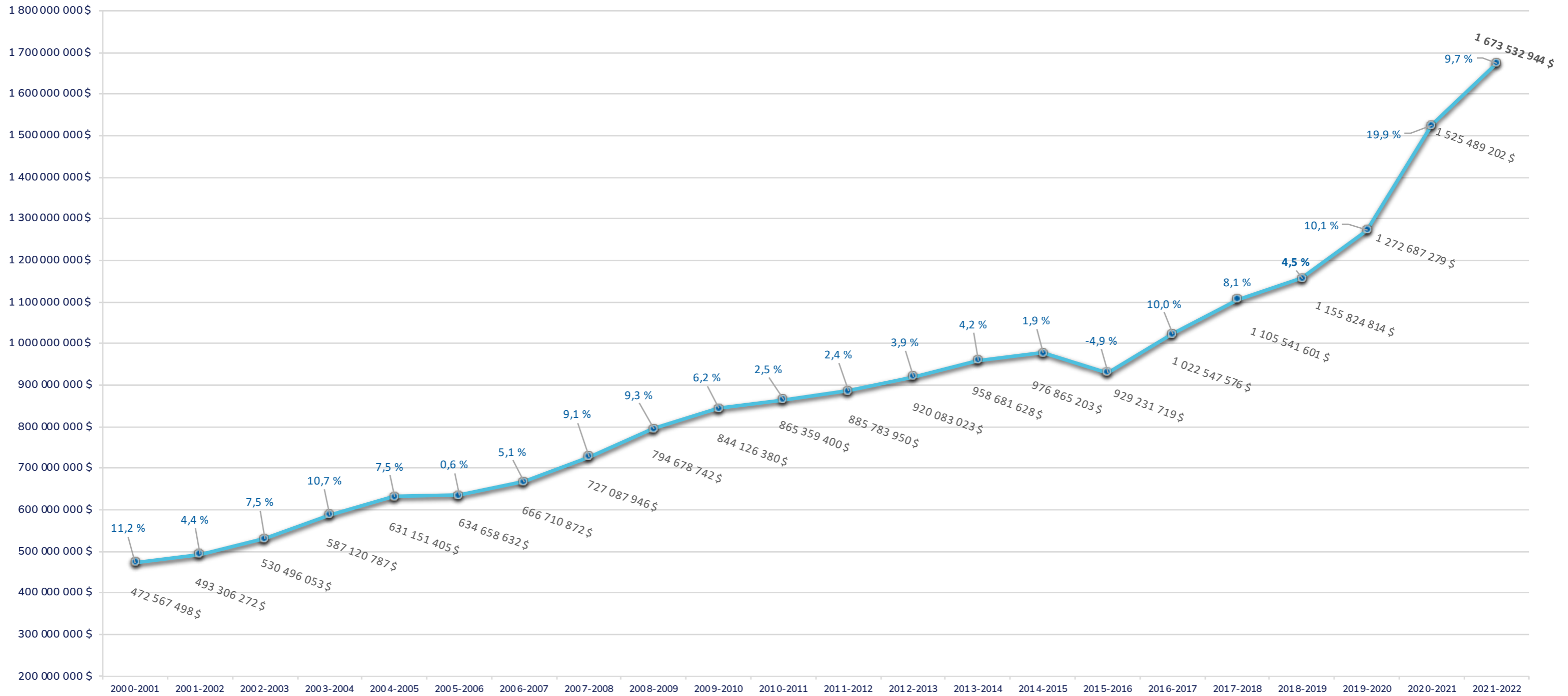
NOTES AU TABLEAU 3.5

1. Le calcul des investissements se fait sur la base du lieu de siège social de l'organisme et ne prend pas en compte la couverture de plusieurs régions par le même organisme.
2. Mentionnons que le Fonds québécois d'initiatives sociales a versé des sommes à des organismes qui les ont redistribuées à d'autres organismes communautaires. Ces investissements ne sont pas considérés dans le présent document (ex. : Ville de Montréal).
3. En 2020-2021, le Secteur Emploi-Québec a choisi d'utiliser la mission gouvernementale « Emploi » plutôt qu'« Employabilité », car elle est plus représentative. En cohérence, le nom de la mission gouvernementale a été modifiée pour les années antérieures, jusqu'en 2016-2017.
4. Les données relatives au financement des organismes communautaires, dans le cadre des mesures actives d'emploi du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale excluent la subvention accordée aux entreprises d'insertion et qui est destinée à payer les salaires versés aux participants qui y travaillent.
5. Un organisme peut être compté plus d'une fois, puisqu'il peut recevoir du soutien financier de plus d'un ministère ou de plus d'un organisme gouvernemental, et ce, dans plus d'une région, en vertu de plus d'un programme et selon plus d'un mode. Toutefois, le nombre d'organismes inscrits à chacun des totaux par région et par ministère ou organisme gouvernemental correspond au nombre réel d'organismes différents subventionnés.

**4. ÉVOLUTION DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL
DE 2001-2002 À 2021-2022 (GRAPHIQUE)**



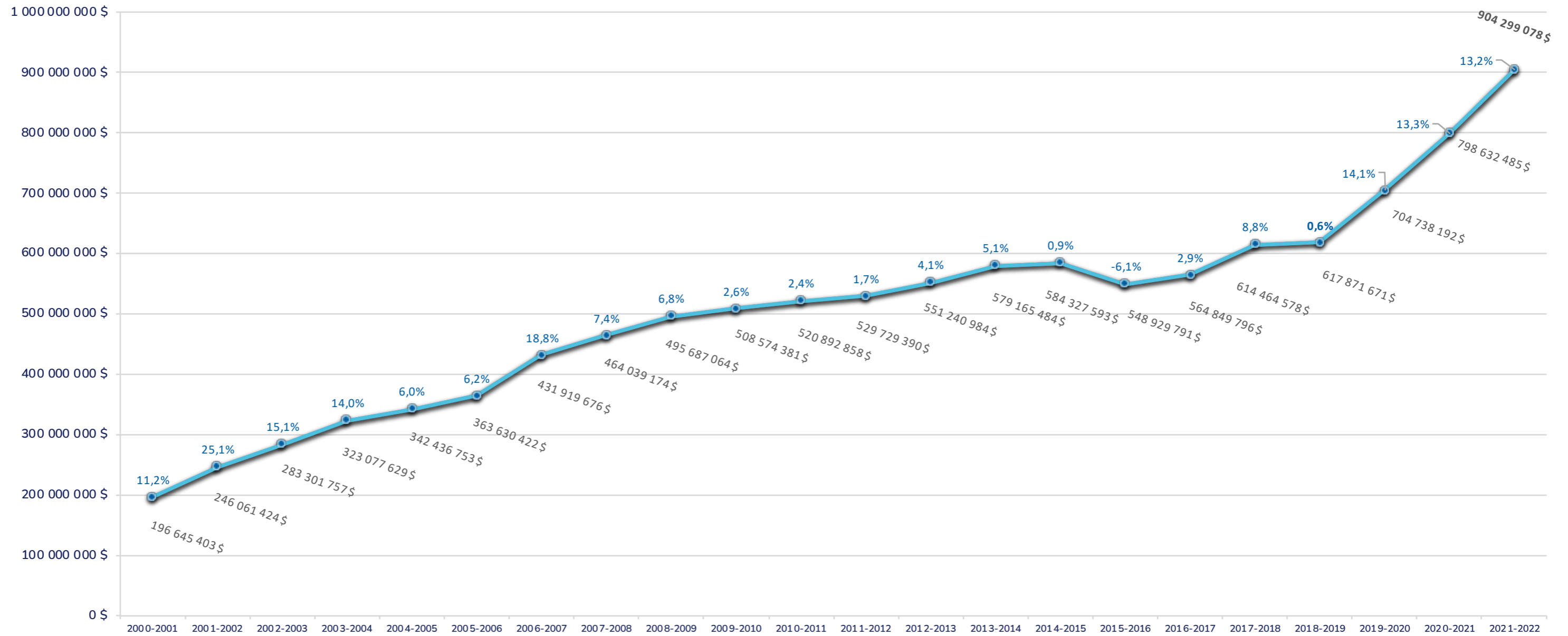
Évolution du soutien financier gouvernemental de 2000-2001 à 2021-2022



Note : L'augmentation de 11,2 % inscrite pour l'année 2000-2001 a été calculée sur le montant du soutien financier global versé en 1999-2000, soit 424 944 582 \$.

**5. ÉVOLUTION DU SOUTIEN FINANCIER GOUVERNEMENTAL
EN APPUI À LA MISSION GLOBALE DE DE 2001-2002 À 2021-2022
(GRAPHIQUE)**

Évolution du soutien financier gouvernemental en appui à la mission globale¹ de 2000-2001 à 2021-2022



1. S'ajoutent au soutien financier en appui à la mission globale des organismes communautaires, les modes entente de service, projet ponctuel et, pour une deuxième année consécutive, soutien ponctuel COVID (mission globale - COVID-19, ententes de service - COVID-19 et projets ponctuels - COVID-19).

Note : Pour définir un pourcentage d'augmentation du soutien en appui à la mission globale en 2000-2001, nous avons choisi d'appliquer la même augmentation que celle du soutien financier global en 1999-2000, soit 11,2 %. Le suivi du soutien financier en appui à la mission globale n'a débuté qu'en 2000.

6. DÉFINITION DE SERVICE ALTERNATIF ET DE SERVICE COMPLÉMENTAIRE

DÉFINITION DE SERVICE ALTERNATIF ET DE SERVICE COMPLÉMENTAIRE

Positions des ministères et des organismes gouvernementaux

Dans le présent rapport, les programmes et mesures de soutien financier qui appuient des projets ont été analysés par chaque ministère ou organisme gouvernemental en appliquant les définitions suivantes pour déterminer s'ils soutenaient principalement des projets alternatifs ou des projets complémentaires à l'action du gouvernement.

Définition de service alternatif²

Le service alternatif se distingue du service public par sa nature, ses pratiques et les personnes visées. Il résulte d'une initiative de la communauté et apporte une réponse différente de celle que le réseau public propose.

Dans un contexte de soutien financier gouvernemental, cela signifie que les services en question sont définis et conçus par l'organisme communautaire qui les offre et non pas par l'instance gouvernementale qui les finance. Par ailleurs, bien que ces derniers ne soient pas créés pour compléter l'offre de services de l'instance gouvernementale, ils s'inscrivent dans son champ d'intervention.

Enfin, un service alternatif est offert à des personnes qui s'adressent librement à un organisme communautaire, bien qu'il puisse, à l'occasion, faire l'objet d'une référence par une institution publique sans représenter une obligation pour l'organisme communautaire concerné.

Définition de service complémentaire

Un service complémentaire s'inscrit non seulement dans le champ d'intervention d'une instance gouvernementale, mais répond également à des objectifs formulés par celle-ci. L'offre d'un service communautaire de ce type s'inscrit donc, de manière déterminée, organisée et négociée, dans une planification ministérielle, et les résultats recherchés sont décrits dans une entente de service.

Les trois modes de soutien financier utilisés dans le présent rapport sont :

- le soutien financier en appui à la mission globale pour la réalisation des activités, interventions ou services de nature alternative qui découlent de la mission globale d'un organisme communautaire;
- le soutien par ententes de service pour des services complémentaires à ceux du réseau public;
- le soutien de projets ponctuels et d'activités particulières, de nature alternative ou complémentaire aux services publics.

² Par service alternatif on entend également activité ou intervention de nature alternative.

